

A bas la terreur raciste de Jospin-Gayssot !

Pour la révolution prolétarienne pour balayer ce système pourri !

La puissante vague de grèves dans la fonction publique en décembre 1995 avait signalé la fin prochaine du gouvernement Juppé. Dans les mois qui suivirent, les mobilisations continuèrent, notamment en défense des sans-papiers; y compris la CGT mobilisait des milliers de manifestants contre l'attaque brutale en août 1996 par les CRS de l'église Saint-Bernard occupée par les sans-papiers menacés d'expulsion. Cependant ces mobilisations ouvrières, dirigées par les réformistes et leurs acolytes centristes, ont été utilisées pour mettre au pouvoir un nouveau gouvernement de collaboration de classes, celui de Jospin-Gayssot.

Après 16 mois de ce gouvernement, voilà le bilan. Les lois racistes de Pasqua-Debré, loin d'être abrogées, ont été renforcées avec les lois Chevènement. La situation des sans-papiers a empiré et ils se retrouvent isolés. Le fichage systématique des sans-papiers effectué, près de 64 000 expulsions sont prévues (les autres ont obtenu au maximum une carte d'un an). Les mesures d'« assouplissement » annoncées à la mi-août par le gouvernement pour essayer de désamorcer les protestations, et qui soi-disant pouvaient toucher 10 000 personnes, se révèlent une cruelle blague, car tous ceux dont le recours a déjà été rejeté en sont exclus. Les sans-papiers se trouvent acculés aux actions les plus désespérées comme des grèves de la faim, à Créteil et beaucoup d'autres endroits.

C'est contre le racisme virulent du gouvernement de droite précédent que de nombreux ouvriers et jeunes s'étaient mobilisés, et aujourd'hui ils sont confrontés à un racisme tout aussi repoussant de la part du gouvernement actuel. C'est pourquoi la question explosive du racisme est en quelque sorte le talon d'Achille du gouvernement. Mais pour ceux qui cherchent à lutter contre le racisme du gouvernement et des fascistes, il s'agit de comprendre que les protestations humanitaires ne suffisent pas: la terreur raciste est endémique au capitalisme et pour en finir il faut préparer une révolution socialiste et construire le parti bolchévique pour cela. Nous, trotskystes, avons constamment présenté une telle perspective révolutionnaire et nous avons lutté dès le début contre ce gouvernement, nous avons refusé de voter pour lui ou une quelconque de ses composantes. Nous avons au contraire avancé un programme incluant: Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes!

La destruction contre-révolutionnaire de l'URSS a entraîné une concurrence inter-

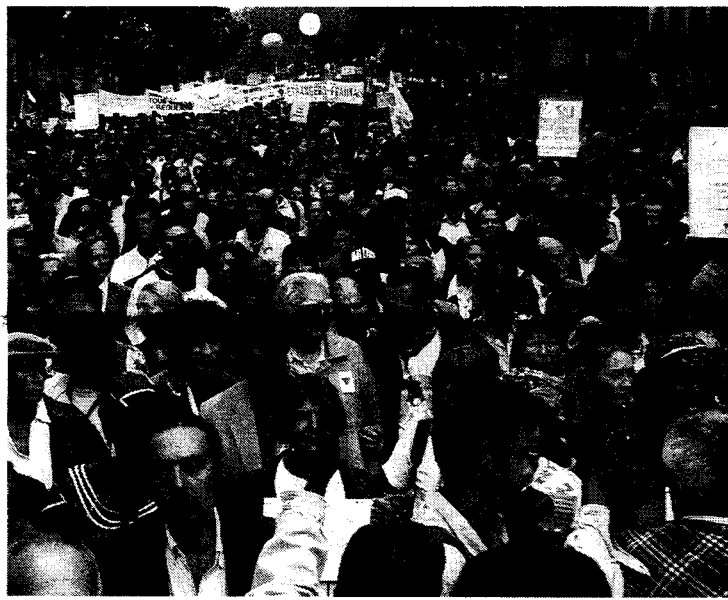
impérialiste exacerbée et des attaques de la bourgeoisie qui se heurtent à la résistance de la classe ouvrière. Dans ce contexte, les réformistes (comme en France le PS et le PC) ont été mis au pouvoir pour mettre en place l'austérité et se débarrasser des immigrés recrutés dans la période précédente et dont la bourgeoisie a moins besoin

pour la révolution ouvrière.

Leur alliance avec des partis bourgeois (Verts, MDC) peut servir d'alibi aux directions réformistes pour masquer leur propre politique raciste et antiouvrière. Et effectivement nombre de militants de gauche nous disent: ce n'est pas Gayssot, c'est Chevènement qui fait les expulsions.

de nous c'est le PCF qui a trahi la situation pré-révolutionnaire de Mai 68 en France (voir notre article page 4).

Madjiguène Cissé, une des porte-parole principales des sans-papiers, disait dans le Point du 15 août: « [L'occupation de la nonciature] était aussi une réponse à ceux qui voudraient que nous soyons moins



AFP



Francine Bajande

A gauche: les syndicats avaient mobilisé des milliers de manifestants contre le racisme virulent du gouvernement Juppé, après l'expulsion des sans-papiers de l'église St-Bernard en août 1996. A droite: St-Bernard, août 1998; c'est maintenant le gouvernement raciste du PS et du PC qui expulse les sans-papiers qui sont de plus en plus isolés. Nous disons: Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés!

aujourd'hui. Pour détourner la lutte de la classe ouvrière contre ces attaques, les réformistes utilisent l'arme classique de la division en maintenant et renforçant la terreur raciste. En Italie, le gouvernement Prodi a mis en place, cet été, des camps de concentration contre les immigrés dans le sud, avec le soutien des « communistes » de Rifondazione, et il militarise les côtes. En Allemagne, le SPD de Schröder a mené une campagne anti-immigrés encore plus raciste que la droite emmenée par Kohl. Le ministre des flics belges qui ont tué Semira Adamu lors de son expulsion, était un « socialiste ». Nous disons: Ceux qui ont réussi à entrer dans le pays doivent pouvoir y rester! A bas la forteresse Europe raciste!

Les directions réformistes du PC et du PS cherchent à renflouer le système capitaliste. Elles poursuivent la perspective illusoire de « réformer » et « humaniser » le système existant. Elles reposent en fait sur l'aristocratie ouvrière. Dans les pays impérialistes, elles s'appuient sur la couche supérieure, très qualifiée et relativement bien payée de la classe ouvrière, que la bourgeoisie tente d'acheter avec quelques miettes du pillage des ex-colonies afin que cette couche s'identifie à ses intérêts. Les directions des partis sociaux-démocrates s'adressent à cette couche pour la rallier au chauvinisme et aux buts de guerre de sa « propre » bourgeoisie. Elles cherchent à domestiquer le prolétariat et sont un obstacle qu'il faudra balayer dans la lutte

En fait c'est sous la tutelle du ministre PCF des transports, Gayssot, que la SNCF et Air France sont utilisés pour les expulsions. Des groupes comme Pouvoir ouvrier, qui votent toujours et partout pour les réformistes, nous disent qu'un vote pour le PS ou le PC permet de démasquer les réformistes. En fait c'est tout le contraire, car les réformistes engagés dans une coalition bourgeoise de front populaire peuvent se retrancher derrière leurs alliés bourgeois quand ils font des saloperies; le seul résultat c'est que les ouvriers, trahis par leur propre direction, se retrouvent désarmés et démoralisés, comme cela s'est passé avec Mitterrand. Aussi, nous n'appelons jamais à voter pour eux, à la différence de tous les pseudo-trotskystes.

Et les directions réformistes sont prêtes à défendre le capitalisme y compris dans les moments les plus extrêmes. On peut voir parfaitement leur rôle contre-révolutionnaire. En 1914, avec pratiquement la seule exception des bolchéviks russes, tous les partis de la Deuxième Internationale votèrent les crédits de guerre. Jules Guesde, qui faisait partie de l'aile « gauche » de la social-démocratie française, allait même devenir ministre de la guerre pendant la boucherie interimpérialiste de 1914, lors de laquelle les ouvriers devaient s'entretuer pour le compte de leurs bourgeoisies respectives. Les sociaux-démocrates allemands n'hésitèrent pas à assassiner Rosa Luxembourg et noyer dans le sang la révolution allemande en 1919, et plus près

visibles, maintenant que leurs copains sont au pouvoir: le PS, le PC, les Verts, SOS-Racisme, et même la LCR». Effectivement, tous ces groupes se désintéressent maintenant des sans-papiers, après les avoir cyniquement utilisés pour mettre en place le gouvernement. La LCR votait sans complexe pour le PS et le PC partout lors des législatives de 1997, pendant que Lutte ouvrière y mettait un simple bémol: seulement là où il y avait un deuxième tour avec le Front national. Par-là même, le parti d'Arlette Laguiller renforçait l'illusion qu'un gouvernement Jospin-Gayssot pourrait être d'une quelconque manière favorable aux victimes de la terreur raciste. Aujourd'hui LO, la LCR et les autres, qui ont aidé à mettre en place ce gouvernement, portent la responsabilité des attaques de leur gouvernement capitaliste raciste. Alors que les sans-papiers à Créteil, le 26 septembre, manifestaient et scandaient « Jospin, assassin! » et « P comme pourri, S comme salaud, A bas le Parti socialiste! », des militants LCR cherchaient à protéger la préfecture contre les manifestants.

Pour se couvrir, LO revendique la « régularisation de tous les sans-papiers ». Cela fait partie de leur méthode de canaliser le mécontentement vis-à-vis du front populaire en pression sur celui-ci - alors que nous cherchons au contraire à généraliser ce mécontentement en lutte révolutionnaire contre ce gouvernement. On les

Suite page 11



Les travaillistes de la "petite Angleterre" donnent l'accolade aux fascistes russes

La polémique contre le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) que nous reproduisons ci-dessous, est traduite de Workers Hammer n° 163 (juillet-août), journal de nos camarades de la Spartacist League/Britain. L'organisation affiliée au CIO en France est la Gauche révolutionnaire.

Dans un article paru sous le titre « Russia's Racist Depths » [Les profondeurs racistes de la Russie], Peter Taaffe, dirigeant du Socialist Party britannique (SP) a lancé un appel pour que le « mouvement ouvrier international [...] aide la gauche à Moscou et dans le reste de la Russie à combattre le virus du racisme, du nationalisme et du fascisme » (Socialist, 15 mai). Cherchant à redonner vie aux groupes « Jeunes contre le racisme en Europe » (JRE), mis sur pied par le SP (ex-Militant Labour) et d'autres organisations affiliées au CIO réformiste, Taaffe réclame une « aide active » pour permettre aux JRE « de produire des documents pour expliquer aux jeunes de Russie les buts réels des groupes fascistes ».

L'article de Socialist décrit la sinistre montée de la terreur fasciste dans la Russie de Boris Eltsine, citant une attaque, dont Taaffe lui-même a été témoin, contre un de ses partisans à Moscou. Mais l'appel de Taaffe est une fraude cynique jusqu'à la moelle. Non seulement le CIO a soutenu avec enthousiasme la contre-révolution capitaliste en 1991-1992 qui a ouvert la voie à la vague montante de terreur raciste, mais Taaffe et ses partisans russes excusent les tueurs fascistes jusque dans leurs propres rangs.

Contre-révolution « démocratique » et chauvinisme « rouge-brun »

La restauration capitaliste a entraîné un déclin sans précédent des conditions de vie des masses ouvrières de l'ex-Union soviétique. Le chômage de masse, la multiplication des sans-abris, la malnutrition et les maladies sévissent aujourd'hui et sont en augmentation. En l'absence d'une résistance organisée de la classe ouvrière, les fascistes ont tiré profit de ce désespoir économique. Le développement des bandes de tueurs fascistes a été alimenté aussi par le chauvinisme grand-russe impulsé par les nouveaux dirigeants capitalistes. Les reportages dans la presse occidentale sur un soldat noir américain qui a quasiment été battu à mort et l'attentat à la bombe contre une synagogue à Moscou en mai, ne sont qu'une indication de la vague de terreur fasciste qui déferle sur les personnes à la peau foncée originaires du Caucase, les juifs et les étudiants et touristes africains et asiatiques.

Après que les fascistes eurent menacé de « tuer un non-Aryen par jour à partir du 20 avril, date anniversaire de la naissance

de Hitler », deux femmes asiatiques étaient sauvagement battues par une bande de skinheads dans un centre commercial à Moscou. Des étudiants africains sont attaqués presque quotidiennement et des bandes de skinheads ont récemment saccagé les dortoirs de l'École nationale vétérinaire de Moscou. Le 7 mai, un commerçant azerbaïdjanais de 25 ans a été poignardé à mort dans un marché de Moscou par des skinheads en uniforme noir. Les flics qui étaient sur place ont été complices de ce meurtre raciste. Et quand 1 500 Azéris ont défilé dans Moscou pour exprimer leur indignation face à ce meurtre, les flics ont dispersé les manifestants et le maire Loujkov a menacé de poursuivre les organisateurs en justice. Le rôle joué par les flics d'Eltsine ne devrait pas surprendre ; depuis la contre-révolution capitaliste, les Caucasiens et les



En mai dernier, à Moscou, des Azéris protestent contre un meurtre raciste perpétré par les skinheads.

ressortissants d'Asie centrale sont régulièrement victimes de rafles et se font expulser de Moscou et d'autres villes russes.

Ce qui est obscène, c'est que les tueurs fascistes ont aussi été dorlotés par la soi-disant « Avant-garde gauche » (Levy Avantgard), le groupe russe du CIO. Cela a été particulièrement manifeste et dégoûtant lors d'un meeting du 1^{er} mai à Moscou où Taaffe lui-même prenait la parole pour un exposé sur « le Parti travailliste britannique, un an après ». Trois membres d'un groupe appelé « Parti bolchévique national » (NBP) étaient assis dans la salle, dans leur tenue habituelle de cuir noir et arborant ouvertement des brassards de style nazi. Quand un camarade de la Ligue communiste internationale (LCI) qui assistait au meeting a vu les fascistes, il s'est immédiatement adressé aux organisateurs pour qu'ils excluent la racaille du NBP. Le représentant de la LCI a ensuite fait, de la salle, la déclaration suivante : « Il y a trois membres du groupe fasciste NBP avec leurs insignes nazis. Les organisateurs de ce meeting ont dit qu'ils refusaient de les virer. Ceci est une provocation obscène, en tant que

représentant de la LCI je quitte la salle. »

Comme notre camarade partait – et que les nazis restaient – Taaffe s'est écrié : « Très bien ! » Trois autres personnes sont sorties en signe de protestation, dont une jeune femme azerbaïdjanaise qui ne savait que trop bien ce pour quoi combattent les fascistes du NBP.

Le flirt du CIO avec cette racaille fasciste n'a pas commencé avec le meeting du 1^{er} mai. Le journal anarchiste de Moscou Naperekor (janvier 1997) a rapporté que les partisans russes de Taaffe de la « Résistance antifasciste de gauche » (LAS) accueillent des partisans du NBP depuis la fondation de celle-ci en octobre 1996. Plus récemment, Levy Avantgard (mai) a fait paraître un article, qui était un appel ouvert aux fascistes, sous le titre « Comment comprendre le NBP ». Cet article puant salue le führer du NBP Edouard

Limonov pour sa « renommée méritée » en tant qu'écrivain (!) et exprime de la « pitié » pour les terroristes nazis en les qualifiant de « doux rêveurs » idéalistes et de « bavards, moulins à paroles ». Il encourage les fascistes à « reconnaître la réalité », et conclut par une invitation : « Pourquoi n'êtes-vous toujours pas avec nous ? »

L'article du Levy Avantgard crache sur les tombes des millions d'ouvriers et de soldats soviétiques qui sont morts pour vaincre le nazisme hitlérien et se moque de tous ceux qui sont aujourd'hui battus et poignardés par les fascistes et victimes de leurs attentats à la bombe ! Est-ce que les partisans de Taaffe veulent que les « doux rêveurs » du NBP perpétrent de nouvelles actions du genre de leur rassemblement d'août 1996 qui dénonçait comme une « trahison » l'accord d'Eltsine avec les combattants indépendantistes tchéchènes, ou du genre de leur manifestation dans les rues de Moscou en novembre dernier où ils portaient des banderoles à croix gammées ? Limonov lui-même est un tueur raciste qui se vante de s'être associé aux chauvins serbes dans leurs opérations de « purification ethnique » contre les Croates bosniaques. Un autre dirigeant du NBP déplore la « regrettable erreur » que Hitler a commise en attaquant la Russie soviétique plutôt que de se joindre à elle pour attaquer l'Occident (St Petersburg Times, 2-8 juin 1997). En fait, Levy Avantgard (novembre 1997) a lui-même reconnu qu'au moins dans une ville la « majorité » du NBP est constituée de « skinheads nazis » qui « sont responsables de nombreuses attaques contre des étudiants arabes et noirs ».

Dans son récent article paru dans Socialist, Taaffe parle du « désert économique et social qu'est la Russie capitaliste aujourd'hui ». Mais Taaffe et ses partisans portent une part de responsabilité dans la mise en place de ce désert. En août 1991, les taaffistes – dont

le journal s'appelait alors Rabotchaya Demokratiya (Démocratie ouvrière) – s'étaient joints aux prêtres orthodoxes russes, aux aspirants capitalistes et autre racaille réactionnaire sur les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine. Rabotchaya Demokratiya (avril-mai 1992) tentait de se disculper de son soutien actif aux forces de la restauration capitaliste en niant, de façon absurde que « la liquidation de l'URSS ait affaibli la position du socialisme dans le monde ».

Mais au fur et à mesure que les ravages de la restauration capitaliste devenaient manifestes et que les « démocrates » eltsiniens étaient de plus en plus méprisés, les opportunistes du CIO changeaient de registre. Pour ses lecteurs britanniques, Taaffe fait des discours hypocrites sur le caractère « écœurant » de la manifestation du Premier Mai à Moscou cette année – organisée par le Parti communiste de la Fédération de Russie de Guennadi Ziouganov (PCFR) – « souillée par la présence de fascistes et de racistes dont certains portaient ouvertement des panneaux antisémites ». Mais en Russie la bande de Taaffe cherche un langage commun avec ces nationalistes et depuis ces dernières années se met de plus en plus activement à la remorque de la « coalition rouge-brun » entre ex-staliniens, monarchistes et fascistes purs et simples. Dans le même numéro de Rabotchaya Demokratiya d'avril-mai 1992 qui annistiait la contre-révolution capitaliste, figurait aussi, en première page, un appel servile au groupe « rouge-brun » Russie travailleuse. L'article ne fait même pas mention du chauvinisme russe ou de l'antisémitisme.

Aux élections de décembre 1995 Rabotchaya Demokratiya a donné un soutien voilé au PCFR, un parti totalement nationaliste-bourgeois qui est l'incarnation actuelle de la coalition « rouge-brun » ; il a bien sûr prétendu, de pure forme, ne donner aucun « soutien politique » à Ziouganov dans une phrase enfouie sous des pages et des pages de rhétorique appelant à « battre la droite » avec un gros titre qui criait : « Pas une voix pour la droite ! » Par la suite les taaffistes russes ont changé le nom de leur journal pour être plus acceptables dans ce milieu de chauvins enragés. Le numéro actuel de Levy Avantgard ne mentionne pas les ambitions impérialistes de la Russie, ni le droit du peuple tchéchène à l'autodétermination – ni même la terreur des skinheads qui sévit en Russie.

Méfiez-vous de « l'antiracisme » des JRE

Le but de la dernière campagne des JRE – qui se limite à « expliquer » les buts des terroristes fascistes – s'accorde tout à fait avec leur politique libérale, induite par la vision réformiste du CIO selon laquelle les flics racistes sont des « ouvriers en uniforme ». Elle s'accorde aussi avec leurs lâches appels à l'Etat bourgeois pour qu'il interdise les fascistes (voir la brochure spartaciste « La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste », août 1994). De fait, l'appel de Taaffe à « former des lobbies et organiser des piquets devant les ambassades russes [...] pour protester contre la liberté sans limite qui est laissée aux groupes fascistes et néofascistes » cadre parfaitement avec les objectifs actuels des impérialistes « démocratiques » et de leurs vautours du Fonds monétaire international (FMI), à savoir de promouvoir les investissements en « nettoyant » l'image de la Russie d'Eltsine. Dans ce but, les porte-parole du gouvernement d'Eltsine ont aussi publié de cyniques dénonciations des attaques des

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Pages « Spartacus ! » : Angélique Scylla
Diffusion : Alexandre Duannec
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Les ouvrières et le combat pour la révolution socialiste

La classe ouvrière doit prendre le pouvoir en Indonésie !

Cet article est une version abrégée de la présentation donnée par Margaret Rodda de la Spartacist League d'Australie (SL/A, section de la Ligue communiste internationale) au mois d'avril. Depuis cette présentation, un soulèvement populaire a amené au renversement du dictateur militaire Suharto par ses propres généraux, son ancien sous-fifre Habibie le remplaçant (voir le Bolchévick n° 146, été 1998) ; la crise économique n'a fait qu'empirer et les conditions des opprimés (en particulier les femmes) dont cette présentation est l'objet, ne s'en sont qu'aggravées.

L'Indonésie est une poudrière. Pour la classe ouvrière, les mesures d'austérité dictées par les sangsues impérialistes du Fonds monétaire international (FMI) signifient davantage de misère. Des millions de salariés ont déjà été licenciés, les plus durement touchés étant les travailleurs du bâtiment et les ouvriers d'usine. Le nombre des chômeurs officiellement recensés s'élève à huit millions, contre 2,5 millions à la mi-97. Le SPSI (Syndicat des travailleurs de toute l'Indonésie), contrôlé par l'Etat, prévoit que le nombre de travailleurs qui ne gagnent pas assez pour satisfaire leurs besoins quotidiens atteindra cette année 40 millions, sur un total de 90 millions. La situation est aggravée par la pire sécheresse depuis 50 ans, qui fait affluer les villageois à la recherche d'un travail dans les villes comme Djakarta. Si la crise économique a provoqué de l'agitation dans la classe ouvrière, elle a aussi attisé la ferveur islamique. Ceci a eu de graves conséquences non seulement pour la minorité chinoise, en grande partie chrétienne, qui a été la cible des violences et des incendies perpétrés par des bandes d'émeutiers, mais aussi pour les ouvrières qui ont joué un rôle de plus en plus important dans les grèves et les manifestations.

De la Thaïlande jusqu'aux Philippines en passant par l'Indonésie, les investissements impérialistes massifs réalisés depuis une vingtaine d'années, essentiellement par le capital japonais, ont créé un prolétariat jeune et combatif. C'est la force qui peut et qui doit balayer la dictature maculée de sang de Suharto, non en cherchant une alliance avec une aile soi-disant « démocratique » du capitalisme indonésien, mais par une révolution socialiste contre toute la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers et ses parrains impérialistes.

Pour diriger cette lutte jusqu'à la victoire, il est nécessaire de forger un parti léniniste-trotskyiste qui cherchera à lier les luttes de classe en Indonésie avec celles des travailleurs de toute l'Asie et du monde entier. La voie de l'émancipation de la classe ouvrière de toute la région – et avec elle des femmes, de la paysannerie et des minorités ethniques et nationales opprimées – passe par la lutte pour une fédération socialiste de l'Asie du Sud-Est, liée à la lutte pour la révolution prolétarienne au Japon, en Australie, aux Etats-Unis et dans les autres puissances impérialistes, et pour une révolution politique ouvrière en Chine contre la menace de restauration capitaliste dans ce pays.

La famille, pilier de la réaction sociale

Les femmes, qui ont lutté pour le droit à organiser des syndicats indépendants, pour des augmentations de salaires et pour

Femmes et Révolution



Reuters

Sous le diktat du FMI, l'envol des prix et la rareté des aliments de base avaient provoqué des manifestations (ici à Surabaya dans l'Est de l'île de Java) amenant les généraux indonésiens à remplacer le dictateur Suharto. L'approfondissement de la crise ne fait qu'aggraver la misère de la classe ouvrière.

de meilleures conditions de travail, y compris le droit aux congés de maternité, ont joué pendant la dernière décennie un rôle combatif dans les luttes ouvrières contre la dictature de Suharto. Ceci est illustré par l'exemple de Marsinah, une jeune femme qui est devenue une héroïne pour des millions de femmes et de jeunes après avoir été sauvagement assassinée le lendemain d'une vague de luttes ouvrières dans l'est de Java en 1993. Beaucoup de ces nouveaux prolétaires sont arrivés récemment de villages où les emplois traditionnels ont été remplacés par la mécanisation ou supprimés à la suite des pro-

dirigeants islamiques parce qu'elle menaçait d'abolir la polygamie et de réduire le rôle des tribunaux islamiques, qui s'occupent principalement de législation familiale et d'héritage. Pour se concilier les islamistes, la version finale révisée de la loi codifia et étendit considérablement le rôle des tribunaux islamiques, en même temps qu'elle donna son aval à l'institution de la polygamie, quoique avec certaines limitations. La loi codifia aussi le rôle de l'épouse comme gardienne du foyer et celui du mari, chargé d'assurer la protection et la subsistance de la famille.

Les principaux relais utilisés par le

Forgeons un parti bolchévique !

grès de l'urbanisation. Ces jeunes femmes, tout en étant affreusement exploitées dans les usines, trouvent aussi une certaine liberté en comparaison avec les pressions sociales de la famille et de la vie au village, en particulier celle du mariage, y compris forcé.

L'institution de la famille joue un rôle central dans l'oppression des femmes en Indonésie, comme dans toutes les sociétés de classes ; elle soumet les femmes pour en faire des esclaves domestiques dépendantes, et elle joue, aux côtés de la religion organisée, le rôle de pilier de la réaction sociale. Le régime militaire de l'« ordre nouveau » de Suharto, inauguré par l'effroyable bain de sang anticomuniste de 1965 au cours duquel plus d'un demi-million de personnes furent massacrées, a profondément inculqué une idéologie qui relègue les femmes au rôle d'épouse et de mère. En 1974, le gouvernement a promulgué une loi nationale sur le mariage qui, dans sa forme initiale, avait provoqué une révolte importante des

régime pour inculquer cette idéologie ont été les organisations de femmes contrôlées par le gouvernement, telles que Dharma Wanita et en particulier le PKK (Mouvement pour le bien-être de la famille), qui a des ramifications dans toutes les régions urbaines et rurales de l'archipel indonésien. Ces organisations propagent la doctrine du *Panca Dharma Wanita* – les « Cinq devoirs des femmes ». Celle-ci accompagne la doctrine du *Panca Sila* du régime, avancée depuis l'époque de Sukarno, premier dirigeant nationaliste de l'Indonésie après l'indépendance de cette ex-colonie néerlandaise en 1948. D'un côté, le *Panca Sila* met en avant les cinq « principes » : la croyance en un dieu unique, l'humanisme, le patriotisme, la démocratie et la justice sociale. De l'autre, le *Panca Dharma Wanita* énonce les cinq rôles de base qui constituent l'oppression fondamentale des femmes au sein de la famille : compagne et soutien de son mari, gardienne du foyer, productrice des générations futures, premier agent de la socialisa-

tion des enfants et citoyenne indonésienne.

En même temps, les aléas du développement économique ont obligé le gouvernement à encourager les femmes à trouver un emploi hors du foyer, alors même qu'elles sont censées conserver leur rôle premier au sein de la famille. La participation accrue des femmes au monde du travail s'est accompagnée d'un accès plus large à l'éducation, du moins pour une partie des femmes, ainsi que d'une chute du taux de natalité, du recul de l'âge du mariage et d'une plus grande mobilité de la population.

Les investissements impérialistes ont aussi mené à l'apparition d'un prolétariat urbanisé et instruit, quoique féroce exploitée, en particulier dans l'industrie manufacturière. Vingt millions d'ouvriers vivent dans des régions urbaines comme la ceinture industrielle de Djakarta-Bogor-Tangerang-Bekasih. Les femmes, en particulier celles qui viennent des villages et qui ont peu d'instruction, forment la grande majorité des ouvriers surexploités des usines-prisons installées dans ces zones. Les immenses complexes industriels de Tangerang sont entourés de barbelés et patrouillés par d'« ex »-militaires. Les ouvriers logés sur place – trois ou quatre par cellule – n'ont pas le droit de s'absenter sans autorisation. Malgré ces conditions infernales, la possibilité pour les femmes de travailler hors de leur domicile signifie que leurs rapports avec les ouvriers hommes deviennent de plus en plus ceux de camarades dans la lutte de classes, et non d'esclaves domestiques cloîtrées hors du monde.

La lutte pour l'émancipation des femmes est liée à la lutte de classe prolétarienne pour renverser le système d'exploitation capitaliste. Nous combattons pour mettre fin aux pratiques patriarcales qui oppriment les femmes, comme le système de la polygamie et le prix de l'épousée – héritage de l'arriération sociale aujourd'hui défendu par les réactionnaires religieux de concert avec les capitalistes. La libération des femmes ne deviendra réalité qu'avec l'extension de la révolution socialiste aux pays capitalistes avancés. Dans une économie socialiste planifiée, la famille, en tant qu'unité sociale, sera remplacée par la socialisation de la garde et de l'entretien des enfants ainsi que des tâches domestiques. C'est alors seulement que l'on pourra nouer des rapports librement et sans contrainte économique. En Indonésie, comme dans la Révolution russe de 1917, les ouvrières seront aux premières lignes du combat contre l'esclavage capitaliste et semi-féodal.

L'Indonésie, prison des peuples

Une question importante concernant l'oppression des femmes en Indonésie est l'avortement, qui est illégal. Cette question a été mise sur le devant de la scène au début de cette année, quand plusieurs docteurs et plusieurs infirmières ont été arrêtés pour avoir pratiqué des avortements, leurs cliniques fermées et leurs dossiers saisis. En même temps, il est de notoriété publique que les avortements sont monnaie courante chez les femmes de la classe moyenne, qui ont davantage accès à l'éducation et à un certain degré de liberté

Suite page 7

Mai 68: une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF

Nous reproduisons ci-dessous la présentation de notre camarade Herminio Sanchez, revue et augmentée pour publication, donnée en mai 1998 lors d'un cours interne de la LTF.

Le trentième anniversaire de Mai 68 donne lieu cette année à une gigantesque opération de propagande bourgeoise, reprise en écho par les divers groupes réformistes et centristes à la traîne du gouvernement. Tous les quotidiens ont leur série d'articles tous les jours sur l'anniversaire, tous les hebdomadaires ont leur dossier spécial avec force « révélations » policières, etc.

C'est un véritable tir de barrage idéologique. Il s'agit pour la bourgeoisie de réécrire l'histoire afin d'effacer de la conscience la mémoire de ce qui a été la crise pré-révolutionnaire la plus récente dans la société française. En ce sens, la bourgeoisie prouve indirectement par-là même que la peur d'une nouvelle crise révolutionnaire la tenaille encore.

Pour nous, Mai 68 a été une crise pré-révolutionnaire qui a été trahie par le PCF. Dans un article publié en 1968, nos camarades américains de la SL/US tiraient la leçon centrale de ces événements : « *Ce qui manquait en France, c'est un parti révolutionnaire qui aurait pu soulever les revendications nécessaires pour transformer la situation de grève générale en double pouvoir, pour briser le contrôle de la Confédération générale du travail (CGT) sur la grève en construisant des conseils ouvriers. Si les ouvriers révolutionnaires n'ont pu prendre le pouvoir, ce fut principalement, bien que pas uniquement, du fait de la trahison du Parti communiste français (PCF).* »

Au contraire, les journaux bourgeois ont présenté Mai 68 comme une espèce de révolution bourgeoise, marquée par la libéralisation des mœurs. Une telle propagande a un triple objectif : conjurer le spectre de la révolution sociale ; proclamer que le capitalisme est continuellement capable de se « renouveler », se « démocratiser » ; et porter un regard « indulgent » sur l'« agitation » révolutionnaire maintenant définitivement révolue. Laurent Joffrin, rédacteur en chef de *Libération* et idéologue gouvernemental, dans la nouvelle introduction datée d'avril 1998 de son livre « Mai 68 » publié il y a 10 ans, explique que l'idée de révolution qui domina les années après Mai 68 était juste « un mythe » dû à une idéologie gauchiste dépassée, alors que sa vraie nature était « celle d'une vaste insurrection démocratique, qui ne veut pas changer le pouvoir dans la violence, mais la vie quotidienne, pacifiquement. Celle d'un mouvement qui ne voulait pas renverser un régime, mais démocratiser la société. » Les médias bourgeois présentent Mai 68 comme le sommet de la contre-culture et du radicalisme étudiants, où le rôle des ouvriers passe à la trappe.

L'extrême gauche apporte son eau au moulin. Dans leur livre *Le Mouvement social*, les dirigeants de la LCR Aguitton et Bensaïd essaient aussi de ramener Mai 68 à une simple peccadille, permettant aussi de faire disparaître la trahison du PCF qui, en faisant son sale boulot, a permis à la bourgeoisie de s'en tirer sans avoir recours à l'armée. Ils reprennent un article paru dans *Rouge* en 1993, qui explique : « *Comment expliquer, si le pouvoir avait été réellement menacé, que la violence d'une telle empoignade soit restée aussi limitée ? La violence en 68 est restée le plus souvent symbolique, sauf face aux travailleurs notamment à Flins et à Sochaux.* »

Autrement dit, l'anniversaire de Mai 68 donne l'occasion d'une nouvelle campagne

Mai 68, ce sont des millions d'ouvriers en grève qui paralysent totalement l'économie, qui défient et ébranlent l'ordre bourgeois. Ici, les ouvriers de Renault-Billancourt.



sur la « mort du communisme », orchestrée par les sociaux-démocrates, souvent les mêmes qui se sont distingués avec le « Livre noir du communisme » (voir notre article « Le Livre noir du communisme » : mensonges capitalistes usés - Pour une Quatrième Internationale reforgee ! », *Spartacist* édition française n° 32).

C'est à nous trotskystes qu'il revient de combattre cette propagande afin que le prolétariat puisse tirer les leçons de la plus importante situation pré-révolutionnaire qu'ait connue le pays depuis la Deuxième Guerre mondiale et qu'il nous rejoigne pour construire un véritable parti révolutionnaire.

La portée internationale et historique de Mai 68

L'un des aspects centraux pour comprendre Mai 68, c'est qu'il faut le voir d'un point de vue international. Dans notre « Déclaration de principes et quelques éléments de programme », adoptée lors de notre dernière conférence internationale, nous avons écrit (*Spartacist* édition française n° 32) : « *A la fin des années 1960 et au début des années 1970, en partie sous l'influence de la guerre du Vietnam et de l'agitation interne qui a secoué les Etats-Unis, notamment la lutte de libération des Noirs, une série de situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires se sont présentées en Europe - en France en 1968, en Italie en 1969, au Portugal en 1974-1975. Ces situations étaient les meilleures occasions de révolution prolétarienne qui se soient présentées dans les pays capitalistes avancés depuis la période qui a immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale. Et encore une fois, ce sont les partis communistes pro-Moscou qui ont réussi à sauver l'ordre bourgeois mis à mal dans ces endroits. C'est là que le rôle contre-révolutionnaire des partis staliniens occidentaux a démesurément contribué à la destruction ultérieure de l'Union soviétique.* »

L'année 68, c'est aussi le printemps de Prague, ce sont des désordres étudiants en Yougoslavie et en Pologne (ces derniers avant les événements de France), des manifestations étudiantes et/ou ouvrières en Turquie, au Sénégal, en Suisse, etc. Et l'année suivante il y a eu une situation pré-révolutionnaire en Italie. L'autre aspect également, cela a été l'impact de Mai 68 en France d'un point de vue international. Par exemple Progressive Labor aux Etats-Unis, des staliniens ouvriéristes, avaient recruté par dizaines après Mai 68 en France, et comme conséquence de Mai 68, car cette puissante grève générale pré-

révolutionnaire avait fait voler en éclats le bla bla de la Nouvelle gauche et des idéologues comme Herbert Marcuse, selon lesquels la classe ouvrière était finie, etc. PL/SDS avaient une ligne grossièrement pro-classe ouvrière et ils recrutaient sur l'argument que la classe ouvrière pouvait être un facteur de changement. Et aujourd'hui de même, avec la campagne sur la « mort du communisme » après la destruction de l'URSS, la véritable histoire de la crise pré-révolutionnaire de Mai 68 met à mal tous les mythes colportés par la bourgeoisie et ses laquais selon lesquels ce ne serait plus la classe ouvrière qui est le moteur de l'histoire.

Les événements de Mai 68

L'explosion de Mai 68, ce sont des millions d'ouvriers en grève qui provoquent la paralysie totale de l'économie du pays et un début de paralysie du pouvoir gaulliste. C'est une situation dans laquelle la classe ouvrière défie et ébranle l'ordre bourgeois, une situation pré-révolutionnaire dans laquelle le bas n'en veut plus et le haut n'en peut plus. Avec son poids et son autorité dans la classe ouvrière, le PCF va permettre à la bourgeoisie française de sortir de l'ornière à peu de frais, en trahissant la classe ouvrière et la grève.

Les étudiants ont été l'étincelle. Il y avait une véritable radicalisation dans ce milieu. L'agitation portait aussi bien sur des questions de société que sur des questions internationales comme la guerre du Vietnam. Le « Mouvement du 22 mars » était né sur l'université de Nanterre à la suite de l'arrestation d'un militant lors de l'attaque des bureaux d'American Express en solidarité avec le FNL vietnamien. Le 3 mai, plusieurs centaines d'étudiants antifascistes de la Sorbonne sont arrêtés. En riposte, une grève totale des universités débute le 6 mai, pour libérer ces étudiants. La police charge violemment les manifestations, et le 10 mai, c'est la nuit des barricades. Le déchaînement des violences policières de cette nuit-là choque le pays entier. Une journée nationale de grève et une manifestation sont appelées pour le lundi 13 mai, par toutes les organisations étudiantes et les organisations syndicales de la classe ouvrière et des enseignants (CFDT, CGT, FO, SNESup).

Le 13 mai, jour du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire et de la prise du pouvoir par de Gaulle, par centaines de milliers, les ouvriers, les jeunes, les employés défilent dans les rues de Paris avec des mots d'ordre comme « *Bon anniversaire mon général* » et « *10 ans ça suffit* ».

Dès le lendemain c'est l'entrée en scène de la classe ouvrière qui va donner son caractère historique à Mai 68. Dans les jours qui suivent, les premières usines se mettent en grève, souvent à l'initiative des jeunes ouvriers qui déclenchent les occupations. Cela commence le 14 mai à l'usine Sud-Aviation à Nantes. Le 15 mai, l'usine Renault-Cléon démarre et va entraîner Renault-Billancourt. La métallurgie a été le fer de lance de cette grève, entraînant derrière elle le reste de la classe ouvrière. Aucun appel à la grève générale n'a jamais été lancé par aucune centrale syndicale, mais la grève s'étend comme une traînée de poudre. Le 21 mai, la grève est générale dans tout le pays : il y a plus de 10 millions de grévistes. Le pays est paralysé. Le pouvoir gaulliste se retrouve dépassé. Sa première réponse est la répression. Les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) sont le rempart du pouvoir. Elles s'acharnent jour après jour contre les manifestants, d'où le slogan de Mai 68 « *CRS SS!* » La situation prend une telle ampleur que de Gaulle se tourne vers l'armée : le 29 mai, il rencontre l'état-major en Allemagne qui l'assure être éventuellement prêt à intervenir. Et le parti gaulliste organise ses propres groupes paramilitaires, les sinistres SAC (Service d'action civique) et CDR (Comités de défense de la république).

Face à l'agitation dans les facultés, dès le 3 mai, le PCF avait dénoncé dans *l'Humanité* « *la responsabilité du pouvoir et des aventuriers gauchistes* » qui « *créent un terrain propice aux interventions policières* » et se posait en garant de l'ordre bourgeois contre les étudiants radicaux traités de « *provocateurs* ». Il avait attisé le chauvinisme anti-allemand contre « *l'anarchiste allemand* » Cohn-Bendit, ce qui amènera les étudiants à répondre avec le mot d'ordre « *Nous sommes tous des Juifs allemands!* », mot d'ordre important dans le pays de l'affaire Dreyfus.

Devant l'extension de la grève ouvrière, et ne pouvant s'y opposer frontalement, la principale préoccupation des staliniens est d'en prendre le contrôle. Garaudy, ancien membre du Bureau politique du PCF (et devenu aujourd'hui intégriste musulman antisémite) a rapporté comment Marchais avait demandé à Séguy : « *Il faut que tu trouves un point de chute, il faut arrêter les grèves.* » Séguy avait répondu qu'« *on pouvait le faire, que la CGT avait une autorité suffisante, mais qu'on allait y perdre des plumes.* » A cette fin, ils font tout pour rendre les occupations d'usines symboliques, demandant aux ouvriers de ne pas tous occuper les usines et les vidant ainsi petit à petit. Ils maintiennent les ouvriers isolés les uns des autres : ainsi, une délégation de Renault-Flins doit négocier plusieurs jours avant de pouvoir entrer discuter avec les ouvriers de Renault-Billancourt. Ils instaurent des comités de grève qui ne sont que des intersyndicales voire, simplement, la direction CGT : il n'y a pas d'élection par les ouvriers de représentants à ces comités. Les bureaucrates empêchent toute apparition d'organes de pouvoir prolétarien, les embryons du futur Etat de la classe ouvrière. L'instauration de tels organes, ayant la perspective de prendre le pouvoir, aurait été un élément clé du programme d'un parti révolutionnaire en Mai 68.

S'étant déclarées prêtes, le 22 mai, à de « *véritables négociations* », la CGT et la CFDT se précipitent quand celles-ci commencent à Grenelle, le 25 mai. Abandonnant tous leurs préalables aux négociations, les bureaucrates sortent, le 27 mai, avec les premiers accords, une ridicule augmentation des salaires de 6%. Ils pensent pouvoir faire reprendre le travail pour

cela. Séguéy et Frachon eux-mêmes, les deux principaux dirigeants de la CGT présentent les résultats de Grenelle aux ouvriers de Renault-Billancourt, le poumon de la classe ouvrière en France. La classe ouvrière ressent bien que les bureaucrates échangent un mouvement d'une ampleur considérable, ébranlant le pouvoir d'Etat, contre un plat de lentilles et rejette ces accords. Les bureaucrates ont montré ce jour-là qu'ils voulaient la reprise.

Les manœuvres des réformistes pour donner une réponse front-populiste et parlementariste à la classe ouvrière, pour la maintenir dans le cadre capitaliste, se font en parallèle. Dès le 14 mai, le PCF propose une entente des partis de gauche. Il prend contact avec la FGDS, qui regroupe la SFIO (précurseur du PS et qui ne représente presque rien à cette époque) et divers groupes de politiciens bourgeois, comme celui de Mitterrand. Après la sermon de Billancourt, les manœuvres parlementaristes et les pressions s'accroissent. Le soir du 27 mai, les sociaux-démocrates rassemblent 60 000 personnes dans un meeting au stade Charléty (meeting qui cherche à contourner la puissance du PCF et que celui-ci boycotte). Le politicien bourgeois Mendès-France est présent et la foule scande « *Mendès, président!* ». Le lendemain, Mitterrand appelle à un « *gouvernement Mendès* ». Le PCF n'est pas en reste. En réponse à Charléty, il appelle à une manifestation qui rassemble plus de 350 000 personnes le 29 mai. Un des slogans est « *Gouvernement populaire!* », la version PCF du front populaire, pour rappeler qu'il est prêt à aller dans un gouvernement Mendès.

Le vide au sommet de l'Etat se fait de plus en plus sentir. Le 29 est aussi le jour où de Gaulle, paniqué, s'enfuit et va consulter l'état-major. Quand il en revient, l'armée l'a convaincu de rester et l'a assuré qu'elle est prête à intervenir éventuellement. Les accords de Grenelle signés deux jours plus tôt ont confirmé à de Gaulle que les bureaucrates stalinien veulent en finir avec cette grève. Le 30 mai, il passe donc à la contre-offensive. Il dissout le parlement, appelle à des élections pour le 23 juin et menace d'être prêt à utiliser « *d'autres voies que le scrutin* ». Une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes est organisée par les gaullistes, dont un des slogans est « *Le communisme ne passera pas!* ». Les bureaucrates sautent sur le prétexte des élections et luttent ouvertement contre la grève. Le lendemain, 1^{er} juin, les dirigeants stalinien du PCF et de la CGT entament la bataille contre la classe ouvrière pour faire reprendre le travail. Ils appellent à rallier la lutte électorale et à ne pas gêner les élections. La bourgeoisie accepte de lâcher du lest lors des nouvelles négociations, facilitant ainsi le travail des bureaucrates pour casser cette grève contre des augmentations de salaires de près de 25%.

Malgré l'absence de parti révolutionnaire capable de démasquer le sauvetage du capitalisme auquel se livraient les stalinien, capable d'arracher les militants écœurés par leur direction et ainsi scissionner le PCF, la résistance de la classe ouvrière aux bureaucrates est rude. Ce n'est que le 7 juin que les premières reprises de travail significatives ont lieu. Il leur faut plusieurs jours pour faire reprendre les secteurs qui ont démarré la grève. Pour venir à bout de la volonté de poursuivre la grève, les bureaucrates usent de tous les stratagèmes : négociations branche par branche ; annonces de fausses reprises ; ils organisent des votes pour la reprise et, quand le résultat ne leur convient pas, ils refont voter, ce jusqu'à la reprise ; etc. En même temps que le pilonnage des stalinien, la bourgeoisie envoie les flics pour attaquer les centres ouvriers clés qui sont contre reprendre, comme les centres de tri PTT, les dépôts SNCF. L'usine de Renault-Flins est occupée par les CRS la nuit du 5 au 6 juin. Ce sont 4 jours de batailles acharnées autour de l'usine dans lesquelles le jeune lycéen Gilles Tautin est tué. Le 11 juin, les flics attaquent l'usine de Peugeot-Sochaux : deux ouvriers sont tués. Le 12

juin, indication supplémentaire que la bourgeoisie est bien effrayée, la dissolution de tous les groupes d'extrême gauche (JCR, OCI, VO, 22 mars, les groupes maoïstes, etc.) est décrétée. Et le PCF, loin de protester contre cette dissolution, va bien entendu redoubler ses attaques physiques contre les militants de ces organisations qui viennent devant les usines ! Finalement, les bureaucrates et l'Etat parviennent à leurs fins. Trahie par ses propres dirigeants et sans alternative révolutionnaire crédible, la classe ouvrière et ses derniers bastions ne peuvent s'opposer à la reprise et se rendent, la mort dans l'âme. Des secteurs comme la métallurgie reprennent très tard : la CGT appelle à la reprise à Renault-Billancourt le 17 juin. Krasucki (dirigeant de la CGT) se fait siffler quand il appelle à la reprise du travail à Citroën, le 24 juin, après le premier tour des élections ! Celui-ci s'est déroulé le 23 et est un raz de marée réactionnaire.

Après 68, la bourgeoisie, obsédée par sa peur du prolétariat, a eu recours à l'Union de la gauche comme un moyen de brider les ouvriers qui avaient senti leur



La guerre de libération nationale victorieuse des Algériens contre l'impérialisme français a façonné la France des années 1960.

propre puissance en Mai 68 et avaient pris confiance en eux. La bourgeoisie s'est tournée vers les partis ouvriers réformistes et les syndicats qui avaient trahi 68, pour construire une coalition avec quelques formations bourgeoises. Et tous les pseudo-trotskyistes ont trouvé le moyen de soutenir cette manœuvre bourgeoise sous un prétexte ou un autre. En fait l'attitude des centristes en Mai 68, qui soutenaient Mendès-France comme étant mieux que le bonapartisme de De Gaulle, a préfiguré leur suivisme de l'Union de la gauche.

La société française dans les années 60

L'événement majeur qui avait façonné la société française à cette époque, c'est la révolution algérienne. La bourgeoisie française avait été obligée d'avoir recours au coup d'Etat bonapartiste de De Gaulle en 1958 pour mettre un couvercle sur les contradictions de plus en plus explosives de la société, entre d'une part les ultras de l'« *Algérie française* » et d'autre part les protestations et grèves croissantes dans la métropole contre une guerre qui avançait inéluctablement vers la défaite de l'impérialisme français.

Il y a eu la formation du PSU notamment sur la question de l'Algérie : c'est un parti social-démocrate connu pour ses réticences vis-à-vis de la sale guerre coloniale. La CFTC, l'organe du Vatican dans le prolétariat, scissionne et donne naissance à la CFDT, qui est un véritable syndicat ouvrier dirigé par des sociaux-démocrates. Le PCF conserve encore largement la loyauté de la classe ouvrière. Il reçoit 20 à 22 % des voix aux élections. Mais la trahison du PCF, qui soutenait sa propre bourgeoisie pendant la guerre d'Algérie, allait amener au recrutement de jeunes cadres de l'organisation de jeunesse stalinienne à la JCR, organisation précurseur de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) actuelle. Evidemment tout le monde pense à Krivine, mais quand on lit

le livre *Génération*, les 150 premières pages qui sont certainement les plus intéressantes, on peut se rendre compte que toute la jeunesse à l'époque était dans l'orbite du PCF. Tous les jeunes dirigeants de Mai 68 se sont formés à l'ombre du PCF, et souvent en rupture par rapport à la ligne pro-impérialiste et chauvine du PCF sur la question de l'Algérie. Un certain nombre ont été actifs comme « porteurs de valises », ces réseaux de militants qui aidaient à transporter et faire traverser les frontières à l'argent collecté auprès des militants et sympathisants du FLN en France. Il y a aussi l'écrasement en 1956 par les chars soviétiques du début de révolution politique ouvrière en Hongrie, quand les ouvriers hongrois ont créé de véritables conseils ouvriers et commencé à chasser la bureaucratie.

L'Union des étudiants communistes (UEC) de l'époque est un bouillon de culture où il y a des eurocommunistes avant la lettre (appelés les Italiens à cause de leur soutien à Togliatti et sa théorie du « polycentrisme » du mouvement communiste, ce qui veut dire battre en brèche

4 millions de journées de grève en 1967. Le régime bonapartiste est épuisé 6 ans après les accords d'Evian. De Gaulle a 76 ans en 1968. Donc l'ordre bourgeois français est marqué par une certaine instabilité à un moment où internationalement la lutte du peuple vietnamien, la lutte des Noirs dans les ghettos aux Etats-Unis, la révolution cubaine, suscitent l'enthousiasme et la solidarité.

Le rôle des ouvriers immigrés en 1968

Parmi tous les groupes « trotskystes » qui ont gâché du papier pour répandre des inepties sur Mai 68 récemment, *pas un seul* n'a même mentionné la question des ouvriers immigrés. Or cette question était déjà à cette époque stratégique. Il y a vers la fin des années 1960 environ 3 millions d'immigrés en France : au moins 600 000 Espagnols et autant d'Italiens, au moins 500 000 Algériens, probablement 600 000 Portugais dont la moitié sont clandestins. En chiffres bruts ce n'est pas si différent des chiffres actuels, au moins pour les Algériens et les Portugais (au total il y a aujourd'hui 3,5 millions d'immigrés en France, dont 600 000 Portugais et autant d'Algériens). Toutefois, il y a une forte différence dans la pyramide des âges. A l'époque, ce sont beaucoup de jeunes travailleurs masculins, célibataires ou dont la famille est encore dans leur pays d'origine. Il n'y a pratiquement pas la couche que nous appelons aujourd'hui la deuxième génération.

Ils vivent dans des conditions effroyables, soit dans des hôtels garnis complètement insalubres, soit dans des bidonvilles (on compte encore plus de 200 bidonvilles en France à cette époque), dont la moitié en région parisienne (qui est d'ailleurs la zone concentrant plus du tiers des immigrés dans le pays).

Les Portugais et les Italiens travaillent surtout dans le bâtiment, les Algériens et les Marocains sont plus nombreux dans l'industrie. Les Maghrébins sont de façon dominante manœuvres, alors que les Italiens sont plus souvent des ouvriers qualifiés. Au total 85 % des immigrés n'ont aucune qualification professionnelle, beaucoup de professions qualifiées leur étant aussi interdites par la loi.

Il y a environ 500 000 ouvriers immigrés dans le bâtiment, 370 000 dans la métallurgie et la sidérurgie, 260 000 dans l'agriculture. Les femmes sont souvent femmes de ménage. Les proportions d'immigrés sont très variables suivant les secteurs de la production : dans les hauts-fourneaux en Meurthe-et-Moselle, 80 % des ouvriers sont immigrés, chez Citroën il y en a 30 %, il y a 7 000 ouvriers immigrés chez Renault (11 % à l'usine de Cléon).

En général l'activité politique est interdite pour les immigrés ; au niveau syndical ils ne peuvent être élus délégués syndicaux qu'après 6 à 24 mois d'ancienneté, or très souvent les ouvriers immigrés ont des contrats de travail de 6 mois seulement, ce qui les empêche d'être intégrés dans les syndicats.

Le prolétariat est divisé entre ses différentes composantes : on dit des Portugais qu'ils sont arriérés et briseurs de grève pour dresser leurs frères de classe contre eux. En fait, ils sont soumis depuis 35 ans à la dictature de Salazar ; en cas d'activité politique ils sont déportés et finissent dans les prisons du Portugal ou dans les colonies en Afrique australe. Plusieurs dizaines d'ouvriers portugais ont ainsi disparu après Mai 1968, ceux qui avaient joué un rôle actif pendant la grève.

Les ouvriers algériens sortent depuis peu d'une guerre de libération nationale victorieuse contre l'impérialisme français. Il semble qu'ils ont solidement fait grève depuis le premier jour. Dans leurs luttes, ils ont souvent en face d'eux des contre-maîtres et autres chefs qui ont été recrutés sur la base de leurs services passés dans les paras ou autres troupes de choc spécialisées dans la répression et la torture en Algérie.

Après la défaite de la bourgeoisie française en Algérie en 1962, le régime bonapartiste réactionnaire est resté. Il doit faire face à une activité gréviste souvent importante. Par exemple il y a près de 6 millions de journées de grève en 1963 officiellement enregistrées en France, soit plus de 15 fois le nombre de journées de grèves enregistrées en 1997. Il y a notamment une grève des mineurs très combative qui est marquée par l'intervention de l'armée.

Après un creux en 1965, l'activité gréviste reprend en augmentant, dépassant les

Mai 68...

Suite de la page 5

Bien entendu, la bourgeoisie a longtemps dressé les diverses communautés les unes contre les autres. Mais dans le courant de Mai 68 s'effondra largement cette division du prolétariat entre ses différentes couches ethniques. Notamment dans le bâtiment, ce sont les immigrés qui sont à l'avant-garde, car les ouvriers français représentent l'aristocratie ouvrière qui ne veut pas faire grève pendant que les trois quarts des manœuvres dans le bâtiment sont immigrés.

Si la présence de la CGT ou du PCF est souvent vue pendant cette période comme une protection contre les pires aspects du racisme, la pourriture chauvine du PCF à

l'usine occupée. De plus, le contrôle étroit sur les piquets de grève par les bureaucrates fit que ceux-ci furent désertés en masse par les jeunes ouvriers. Donc les étudiants radicalisés se lancèrent dans des appels à des assemblées générales ou des comités dans le but explicite de contourner les bureaucrates, et firent de la propagande politique et du travail de solidarité (comme la distribution de nourriture) dans les ghettos immigrés et les bidonvilles. A Citroën, ils allaient être parmi les derniers à reprendre le travail, nettement après Billancourt et les principales usines.

On voit aussi le rôle de pont naturel vers la révolution dans d'autres pays que forment les ouvriers immigrés : des membres du comité Citroën sont allés à Turin pour établir des contacts avec la Fiat, qui

lambertiste allait jusqu'à s'opposer aux barricades étudiantes au moment même où les étudiants dressaient les barricades qui ont été le détonateur de toute la révolte. Les pablistes au contraire donnaient un rôle d'avant-garde aux étudiants radicalisés. Quant à VO/LO, ils ont agi avec les étudiants en 68 comme avec les nationalistes noirs aux Etats-Unis, ou les immigrés en France aujourd'hui. D'abord ils ne voulaient rien avoir à faire avec eux parce qu'ils n'étaient pas de la classe ouvrière, ensuite, quand ils ont dû reconnaître qu'ils jouaient un rôle politique, ils ont cherché à s'allier avec eux sur leur propre terrain (petit-bourgeois), au lieu d'essayer de les gagner au camp de la classe ouvrière sur la base de la nécessité commune d'en finir avec le capitalisme.

La faillite des centristes et réformistes

Les maoïstes avaient ce qu'ils appelaient la ligne de masse, c'est-à-dire qu'ils reniaient explicitement la conception développée par Lénine dans *Que faire ?* de la nécessité d'un parti d'avant-garde. Certains groupes maoïstes ont envoyé leurs militants dans le prolétariat pendant et après Mai 68. Au moins, ils cherchaient à gagner les jeunes étudiants à l'idée de servir la cause du prolétariat au lieu de proclamer les étudiants comme la nouvelle avant-garde, comme le faisaient les pablistes. Mais ce n'était pas pour donner une direction politique aux ouvriers qui voulaient la révolution, il s'agissait pour eux d'*« apprendre du peuple »*.

Il n'y a que deux classes fondamentales dans la société, définies par leur rôle dans la production des richesses : les bourgeois, qui possèdent les moyens de production, et les ouvriers, qui font tourner ces moyens de production. Les étudiants en tant que tels ne forment pas une classe ; ils sont formés pour devenir plus tard l'élite de la société bourgeoise. Ce qui a mis en cause l'ordre bourgeois en 68, ce ne sont pas les étudiants, cela a été la grève générale ouvrière ; mais pour que les ouvriers gagnent la lutte pour prendre le pouvoir, il leur aurait fallu une direction révolutionnaire internationaliste. Aujourd'hui, nous, trotskystes, cherchons à gagner les meilleurs parmi la nouvelle génération, qu'ils soient ouvriers ou étudiants, à se joindre à nous pour reforger la Quatrième Internationale, le parti de la révolution ouvrière mondiale.

Ce qu'il fallait centralement poser en Mai 68, c'était la question du pouvoir, la nécessité de créer des organes de pouvoir prolétarien dans la perspective de la révolution socialiste, l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie et la réorganisation de la société sur une base socialiste planifiée internationalement.

La Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) et le Parti communiste internationaliste (PCI, à l'époque c'était les ancêtres de la LCR) parlaient occasionnellement en 1968 du double pouvoir et du parti, mais en réalité ils étaient à la traîne des étudiants. Ils encensaient la spontanéité qui a marqué le début de la grève. En 1965, ils s'étaient opposés au soutien à Mitterrand (mais toute la jeunesse qui avait lutté contre la guerre d'Algérie haïssait l'ancien ministre de l'intérieur pendant cette guerre). Pendant Mai 68 ils parlaient du parti, du prolétariat, du double pouvoir, mais

leur véritable programme était l'avant-gardisme étudiant. Une déclaration du Secrétariat unifié (l'organisation internationale des pablistes) le 20 mai explique : *« Il y a encore un large fossé entre la maturité révolutionnaire de l'avant-garde de la jeunesse et le niveau de conscience des ouvriers. »* Les pablistes avaient pratiquement zéro implantation dans les usines à ce moment-là. Ernest Mandel, le principal théoricien du pablisme, a fait un discours très important devant des milliers de jeunes au Quartier Latin le 9 mai, c'est-à-dire la veille de la nuit des barricades. Dans ce discours, il théorisait que fondamentalement les étudiants font partie de la classe ouvrière, en sont le secteur d'avant-garde. Il déclarait que ce que la révolte étudiante représentait, c'était *« la réintégration du travail intellectuel dans le travail productif, les capacités intellectuelles de l'homme devenant la force productive première dans la société »*.

Leur véritable programme est aussi d'être pour un gouvernement Mendès-France basé sur la pression de la rue. Pierre Frank, dirigeant du PCI pabliste, déclarait le 22 mai (*Intercontinental Press*) : *« En ces jours de grève générale non déclarée, il serait possible de forcer le départ de De Gaulle et d'imposer un gouvernement PC-FGDS par des moyens non parlementaires mais pacifiques. »*

Les pablistes ont constitué des « comités d'action », notamment à Cléon ; ils présentèrent ces comités d'action comme les embryons du double pouvoir. En fait, ce n'était pas des organes de front unique regroupant les couches les plus larges d'ouvriers en lutte, comme un soviet, c'était plutôt des plates-formes intersyndicales pour gauchistes, où les gauchistes se mettent ensemble pour faire pression sur les bureaucraties syndicales, c'est-à-dire essentiellement les staliniens. C'est assez bien expliqué dans le livre sur Cléon *Notre arme c'est la grève* (Maspéro).

Les pablistes aujourd'hui sont loin d'avoir renié le rôle qu'ils ont joué à l'époque. Dans *Imprecor* (n° 424, mai 1998) où l'article central sur Mai 68 en France est une reproduction d'un article daté du 20 juillet 68 de Mandel où il ressort le mot d'ordre de *« réformes anticapitalistes de structure »* (donc des réformes, pas la révolution) qu'il avait inventé lors de sa trahison de la grève générale en Belgique en 1961 (voir *Spartacist* édition française n° 29, été 1996).

Dans cet article, en 6 pages, Mandel ne définit jamais clairement quel a été le rôle du PCF ; au lieu de nommer la trahison du PCF, il parle de *« toute la faiblesse, toute l'impuissance des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier »* et cherche à conseiller Waldeck Rochet, le chef du PCF à l'époque. On voit là que derrière tout leur bla bla sur Mai 68 et malgré toutes leurs intentions subjectives, les pablistes ne pouvaient avoir d'autre programme que de faire pression sur le PCF, car ils avaient renié la perspective de construire un parti léniniste d'avant-garde pour scissionner le PCF, gagner sa base ouvrière, et arracher la classe ouvrière à l'influence du PCF.

Le mythe que c'est le PCF qui avait ordonné l'extension de la grève sert aussi à blanchir le PCF. Lutte ouvrière écrivait (*LO* n° 70, 30 décembre 1969) : *« Que, pour ne pas avoir d'ennemis à gauche, le »*

Suite page 10



Sans crédit
Frachon, Krasucki, Séguy, de la délégation de la CGT aux négociations de Grenelle. Après celles-ci, les staliniens vont lutter ouvertement contre la grève et pour la reprise du travail.

l'époque de Mai 68 existait bien. Ainsi, quand des secours étaient versés aux grévistes en mai-juin 68, les Algériens devaient se battre pour que le montant de l'aide tienne compte de leur famille restée en Algérie.

Après Mai 68 il y a eu les déportations d'immigrés (officiellement 215 jusqu'en décembre 1968), notamment des Espagnols (c'est l'Espagne de Franco), des Algériens opposants à Boumediène ; cela a entraîné des protestations assez importantes, relayées surtout par les pablistes et les intellectuels libéraux comme Sartre, etc.

Le fait que la question immigrés ait été peu ou pas soulevée en Mai 68 par l'extrême gauche représente une capitulation au social-chauvinisme et à sa propre bourgeoisie. Dans un pays qui sortait d'une sale guerre coloniale dans laquelle les directions réformistes de la classe ouvrière, sous couvert « des valeurs de la République », défendaient leur propre impérialisme, cette question était clé pour l'unité du prolétariat nécessaire au renversement de la bourgeoisie.

Citroën et la question immigrés

L'exemple de Citroën est indicatif. Beaucoup des contradictions sociales étaient exacerbées. Peut-être faut-il être prudent avec l'utilisation du document pabliste sur les « comités d'action » paru dans *Intercontinental Press* du 29 juillet 68, ce document étant le seul à exposer ces faits. Il y avait 60 % d'ouvriers immigrés, et seulement 1 500 ouvriers syndiqués sur un total de 40 000, alors que chez Renault le taux de syndicalisation est de 18 %, ce qui est proche de la moyenne nationale. La CGT avait appelé à la grève pour le 20 mai. Un « comité d'action » Citroën s'était formé avec des étudiants de la fac de Censier. Il avait produit deux tracts. Le premier en français sur les comités d'action étudiants-ouvriers et la nécessité de l'unité d'action, le deuxième pour les immigrés, avec un autre texte demandant les mêmes droits politiques et syndicaux pour les travailleurs étrangers.

D'après le document d'*Intercontinental Press* les immigrés étaient d'abord réticents à se joindre à l'occupation de l'usine, sans doute par méfiance vis-à-vis des bureaucrates staliniens. Mais après deux heures de discussion avec les étudiants, ils se joignirent en masse à l'occupation, ce qui inquiéta suffisamment les bureaucrates pour qu'ils se mettent immédiatement à empêcher les étudiants d'entrer dans

était alors la plus grosse entreprise d'Europe. L'année suivante, il allait y avoir l'« automne chaud » en Italie où il y a eu la formation d'éléments de double pouvoir ouvrier. Et 6 ans plus tard, il y avait la situation révolutionnaire qui renversa la dictature de Salazar au Portugal. Des ouvriers immigrés recrutés au communisme en 68 auraient pu devenir les noyaux de futures organisations trotskystes en Afrique, au Maghreb ou en Asie.

Le parti léniniste : tribun du peuple

Cela met en évidence l'impact énorme qu'aurait eu un petit groupe de propagande de combat qui aurait avancé des mots d'ordre comme les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés. Le fait de mobiliser le prolétariat autour de ce mot d'ordre et rallier tous les opprimés derrière lui aurait directement confronté le chauvinisme du PC. On voit dans cette grève que les immigrés, loin d'être simplement des victimes du capitalisme raciste, ont un rôle central à jouer dans ce pays pour la révolution ouvrière.

Il y avait la misère sexuelle des jeunes, l'oppression des homosexuels. L'interdiction de la contraception venait juste d'être levée l'année précédente, mais il fallait toujours une autorisation parentale pour les mineures. La question femmes est explosive. A l'époque, l'avortement est complètement interdit ; en 1943 sous Vichy, une femme avait été exécutée pour avoir avorté, et c'est toujours la même loi de 1920 qui est en vigueur. Il fallait avancer en Mai 68 le mot d'ordre de l'avortement libre et gratuit pour toutes celles qui en font la demande, y compris les mineures et les immigrées. Comme nous le disions dans *le Bolchévik* (n° 133, mai-juin 1995) : *« Le droit à l'avortement fut arraché [en 1975] après plusieurs années de luttes combatives des femmes et de nombreux militants ouvriers, dans la foulée de Mai 68 où la puissante mobilisation des travailleurs et jeunes avait mis le pays au bord de la révolution sociale. »* De même, le divorce n'a été libéralisé qu'en 1975, après 100 ans d'une loi réactionnaire adoptée après l'écrasement de la Commune de Paris.

Le programme du parti léniniste, tribun du peuple, consiste à rallier derrière la classe ouvrière et sous la direction de son parti d'avant-garde révolutionnaire, tous ceux qui sont opprimés par le capitalisme et tous ceux qui combattent celui-ci. Ceci est opposé au programme de tous les groupes centristes de l'époque. L'OCI

Meetings-débats de la LTF

Indonésie : Pour la révolution ouvrière !

Paris

20 novembre à 20 h. 00

LSC - 69 ter, rue de La Chapelle
75018 Paris

Métro : Porte de La Chapelle

Rouen

25 novembre à 20 h. 30

Halle aux Toiles

Indonésie...

Suite de la page 3

personnelle, ainsi que l'argent nécessaire pour payer l'intervention. Pour les femmes des milieux pauvres et ouvriers, l'accès gratuit à l'avortement sans danger est une question explosive. Les grossesses hors mariage sont extrêmement mal considérées et les enfants illégitimes ainsi que leurs mères sont mis au ban de la société. D'après un reportage publié dans le *Sydney Morning Herald* (3 janvier), les statistiques de 1994 ont révélé qu'en Indonésie le taux de mortalité des femmes enceintes atteint 450 pour 100 000 - le taux le plus élevé d'Asie du Sud-Est. Seize pour cent de ces décès sont le résultat d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses.

Le combat pour l'avortement libre et gratuit est étroitement lié à la lutte pour des soins médicaux gratuits et de qualité pour tous. Le système de santé indonésien est médiocre, même en comparaison avec la norme des pays « en voie de développement ». La mortalité très importante des femmes à l'accouchement s'accompagne d'une mortalité infantile élevée. Dans les campagnes, environ 80 % des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés. Cet état de choses est aggravé par l'effondrement de la roupie et la hausse vertigineuse des prix de produits comme les fournitures médicales.

Avec plus de 200 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde, et un de ceux où la densité de population est la plus forte. Le régime de Suharto a poursuivi un programme brutal de contrôle de la population, dont les femmes célibataires sont exclues. Le programme KB (*Keluarga Berencana*) du gouvernement offre un accès gratuit à la contraception pour les femmes mariées, dont beaucoup ont été menacées ou soudoyées pour y participer. Ces pressions sont accrues par la participation de l'armée indonésienne (ABRI) à ce programme, dans le cadre de sa prétendue « double fonction », militaire et civile - la recette qui a servi à maintes reprises à déchaîner une terreur militaire sanglante pour enrégimenter et réprimer la population.

Un autre aspect du programme de contrôle de la population est la politique de « transmigration » du régime, qui consiste à réinstaller des pauvres sans terre originaires des régions à forte densité de population, en particulier de Java, dans des régions périphériques et ethniquement distinctes, comme l'Irian Jaya et le Timor oriental. Cette politique a ravivé de vieux conflits ethniques et religieux. Les habitants du Timor oriental, par exemple, luttent pour leur indépendance contre une occupation militaire indonésienne génocide depuis 1975. Plus de 200 000 habitants du Timor oriental - rien moins qu'un tiers de la population - sont morts, soit assassinés directement, comme lors du massacre en 1991 de plus de 200 manifestants à Dili, la capitale du Timor oriental, soit de maladie ou de faim.

Le taux de mortalité infantile au Timor oriental est un des cinq plus élevés du monde. Les habitants du Timor oriental souffrent d'un niveau élevé de malnutrition, de tuberculose, de malaria et de maladies sexuellement transmissibles, tandis qu'une situation économique désespérée a poussé de jeunes femmes vers la prostitution ou le mariage forcé. Les femmes du Timor oriental, qui sont majoritairement catholiques et rejettent le contrôle des naissances pour des raisons religieuses, sont souvent contraintes d'y avoir recours, victimes d'intimidation quand elles se rendent dans les centres médicaux où médecins et infirmières sont souvent accompagnés de soldats. De nombreux cas de stérilisations pratiquées à l'insu des patientes sont soupçonnés, comme dans le cas où les filles furent les seules, parmi les élèves d'un lycée, à recevoir de prétendues vaccinations antitétaniques. Ce genre d'atrocités renforcent la peur bien réelle des habitants du Timor oriental, qui redou-

tent que le gouvernement indonésien ait l'intention de perpétrer le génocide de leur peuple.

Seul le renversement révolutionnaire du système capitaliste impérialiste existant peut ne serait-ce que commencer à s'attaquer à l'oppression, à la dégradation et à la misère des femmes, ainsi qu'aux droits et à l'émancipation des minorités nationales dans tout l'archipel. L'Indonésie est une prison des peuples - elle abrite quelque 300 groupes ethniques et nationaux différents qui subissent la répression d'un régime bourgeois centré sur Java. Il y a notamment eu des luttes d'indépendance menées par les Acehnais du nord de Sumatra et les peuples de l'Irian Jaya, ainsi que par les habitants du Timor oriental. Nous appelons à l'indépendance immédiate du Timor oriental. ♣

L'islam comme facteur politique

Environ 90 % des 203 millions d'habitants de l'Indonésie se déclarent musulmans, ce qui fait de l'Indonésie le plus



L'usine Nike dans la ville indonésienne de Serang. Les ouvrières surexploitées, embauchées dans cette usine de production pendant le boom économique, sont maintenant menacées de licenciements massifs.

grand pays musulman du monde. Néanmoins, en particulier à Java où s'est produit un syncrétisme entre les croyances islamiques et les traditions animistes, hindoues et bouddhistes antérieures, une forte proportion de musulmans sont qualifiés d'*abangun* (formels). A côté des *abangun*, on trouve les musulmans *santri* (ou dévots). Approximativement 56 millions d'entre eux appartiennent à deux organisations qui reflètent les principaux courants de l'islam *santri*: la Nahdlatul Ulama (NU), traditionaliste et basée sur des écoles islamiques rurales appelées *pesantren*, et Muhammadiyah, organisation à base urbaine et « moderniste ». Avec le mécontentement très répandu parmi les nouvelles classes moyennes face au népotisme, au favoritisme et à la corruption de la clique Suharto, on assiste à une « *santrification* » croissante des musulmans *abangun*.

Le régime Suharto a entretenu des relations particulières avec les « modernistes », qui se sont reflétées par les changements à la tête de l'armée et la formation en 1990 de l'Association indonésienne des intellectuels musulmans (ICMI), dirigée par Habibie, récemment nommé vice-président par Suharto. Suharto a aussi cherché à se concilier les intérêts des musulmans conservateurs en élevant le statut des tribunaux islamiques et en promulguant des lois qui exigent, par exemple, l'instruction religieuse obligatoire à l'école. A la fin des années 1980, les bureaux de l'état-civil n'ont plus eu le droit de célébrer des mariages, ce qui rendait les mariages entre personnes de religions différentes pratiquement impossibles. La montée de l'islam comme facteur politique en Indonésie ne peut être que celle d'une force de la réaction. Il est nécessaire de lutter pour la séparation de l'Etat et de la religion et de combattre la réaction théocratique, y compris en s'opposant aux discriminations visant toutes les minorités religieuses.

On a assisté ces dernières années à la multiplication des attaques violentes perpétrées par des émeutiers islamiques contre

des Sino-Indonésiens et des églises chrétiennes comme les attaques qui ont eu lieu dans les agglomérations de la région de Tasikmalaya, à l'Ouest de Java, en 1996. Aujourd'hui, la minorité chinoise, qui compte en son sein une élite d'une richesse fabuleuse, est désignée comme bouc émissaire pour la crise économique qui frappe l'Asie du Sud-Est. D'après un reportage diffusé par la chaîne de télévision britannique *ITN World News*, au moins un des récents pogroms antichinois, dans la ville de Praya sur l'île de Lombok, a été organisé par des forces de sécurité gouvernementales: Après cette attaque, de nombreux habitants chinois, trop effrayés pour rouvrir leurs boutiques, ont purement et simplement pris la fuite. Des commerçants musulmans interviewés par *ITN* racontèrent comment les flics les avaient prévenus à l'avance de ne pas se rendre au marché ce jour-là.

Aujourd'hui, les attaques antichinoises atteignent un niveau sans précédent depuis 1965. En l'absence d'un parti prolétarien révolutionnaire qui unisse les travailleurs au-delà des divisions ethniques et nationa-

les pour les femmes. Le nouveau gouvernement soviétique supprima immédiatement tous les obstacles à l'égalité des femmes devant la loi, leur a donné le droit de vote, a fait du mariage et du divorce de simples déclarations d'état-civil, légalisé l'avortement et interdit les discriminations à l'encontre des homosexuels. Des crèches, des cantines et des laveries collectives furent créées pour libérer les femmes de l'abrutissement domestique.

Mais dans un pays isolé et arriéré, ces efforts ne pouvaient que préfigurer les possibilités qui se seraient ouvertes pour les femmes si la révolution socialiste s'était étendue aux pays industriels avancés. En 1923-24, une bureaucratie conservatrice en voie de consolidation et dirigée par Staline usurpa le pouvoir au cours d'une contre-révolution politique. A l'aide du dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie stalinienne s'opposa à la lutte pour l'extension internationale de la révolution. Elle glorifia l'arriération du jeune Etat soviétique et annula une grande partie des mesures que les bolchéviks avaient prises pour libérer les femmes. Etranglée par la bureaucratie stalinienne, l'Union soviétique a finalement été détruite par la contre-révolution capitaliste en 1991-92. Ceci a représenté un énorme recul pour les travailleurs et les opprimés du monde entier. Cependant, ce n'est pas le communisme qui est mort en Union soviétique, mais sa perversion nationaliste, le stalinisme. Aujourd'hui, nous appelons à de nouvelles révolutions d'Octobre - la seule solution aux guerres et à la pauvreté inhérentes au capitalisme.

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

L'Indonésie a une importance particulière pour les impérialistes à cause de sa position stratégique. Le détroit de Malaka, qui sépare l'île indonésienne de Sumatra de la péninsule malaise et de Singapour, est la route maritime la plus directe entre l'Océan Pacifique et le pétrole du Golfe Persique. Dans l'éventualité d'un conflit impérialiste, le contrôle de ce détroit sera vital. L'Indonésie est aussi, hors du Moyen-Orient, le principal fournisseur de pétrole du Japon, tandis que 90 % des importations de pétrole japonaises transitent par les eaux indonésiennes. Le souvenir du blocus naval pétrolier imposé par les Etats-Unis, qui provoqua l'entrée du Japon dans la Deuxième Guerre mondiale, renforce les appétits de l'impérialisme japonais envers l'Indonésie.

Des groupes politiques qui ne sont que l'aile gauche de l'ordre capitaliste existant ne peuvent offrir aucune perspective pour la libération des femmes, ni d'ailleurs de personne d'autre. Dans le cadre de la lutte pour forger un parti révolutionnaire d'avant-garde de la classe ouvrière, nous cherchons à gagner les ouvriers les plus avancés à la conception que l'indépendance politique du prolétariat par rapport à la bourgeoisie est une condition préalable et nécessaire pour une lutte victorieuse contre le système capitaliste d'exploitation et d'oppression.

Nous cherchons à construire un parti révolutionnaire internationaliste qui sera un tribun du peuple, qui mobilisera le prolétariat en défense de tous les opprimés contre l'ennemi de classe commun. Particulièrement en Asie, le combat pour l'émancipation des femmes est une composante clé de cette perspective. Nous revendiquons « à travail égal, salaire égal » et l'intégration complète des femmes dans le monde du travail. Nous nous battons pour l'égalité complète pour les femmes. L'élimination de l'oppression des femmes nécessite un formidable bond en avant par rapport aux conditions matérielles existantes. Et ceci ne peut être obtenu que grâce à une révolution socialiste, qui conduira à la création d'une *économie planifiée à l'échelle internationale* basée sur l'accroissement de la production humaine pour satisfaire les besoins de tous. Reforgeons la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

les, il est probable que le mécontentement sera encore canalisé vers des pogroms. Chaque manifestation de chauvinisme antichinois doit être combattue impitoyablement, dans toute l'Indonésie, par les travailleurs qui ont une conscience de classe. A bas la terreur antichinoise !

Pour la révolution permanente !

De la même manière que les Néerlandais avaient pillé d'immenses richesses en Indonésie pendant leur domination coloniale, ce pays est aujourd'hui une riche source de surprofits pour les impérialistes, avec l'exploitation brutale d'ouvriers misérables dans les usines, les gisements pétroliers, les mines et les plantations de caoutchouc. En particulier à Java, où sévit la pénurie de terres, l'expansion industrielle a transformé le secteur rural, à mesure que les habitations paysannes cédaient la place aux immeubles. Cela a eu notamment pour résultat un dépeuplement significatif des villages, désertés en particulier par leur population féminine. Ceux qui émigrent des campagnes vers la ville à la recherche d'un travail ne peuvent pas manquer de remarquer le gouffre entre les riches et les pauvres. Rien qu'à Djakarta, des millions de gens vivent dans des bidonvilles, sans eau courante ni électricité.

L'Indonésie est un pays où la théorie et le programme de la révolution permanente de Léon Trotsky s'appliquent à l'évidence. La Révolution russe de 1917 a montré la voie pour les pays comme l'Indonésie. Sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, la classe capitaliste a été expropriée, et un Etat ouvrier a été érigé sur la base d'une économie planifiée et collectivisée - la condition préalable d'une société socialiste égalitaire. Ceci s'est passé dans un pays avec une classe ouvrière petite mais socialement concentrée à côté d'une immense paysannerie arriérée et de nombreuses minorités nationales.

La Révolution bolchévique a représenté un immense pas en avant, en particulier

Wall Street...

Suite de la page 12

potentielle dans le cas où la Russie sombrerait dans le chaos. Un vice-président de la Commerzbank, énorme banque allemande, a lancé une mise en garde : « *Nous ne pouvons pas laisser la Russie, une superpuissance si proche de l'Allemagne, s'enfoncer toujours plus profondément dans la crise* » (*New York Times*, 25 août).

Aujourd'hui, le climat de triomphalisme bourgeois a été remplacé par la panique sur les marchés financiers internationaux et la peur d'une grande récession mondiale. En même temps, cette situation pousse les masses laborieuses à la lutte. Ces derniers mois, le régime d'Eltsine a été confronté à une série de grèves ouvrières - avec en première ligne les mineurs qui ont bloqué des trains transportant des marchandises d'importance vitale. En Indonésie, au printemps dernier, un soulèvement populaire avait provoqué le départ de Suharto, dictateur militaire réactionnaire, chassé par ses propres généraux. En Corée du Sud, une classe ouvrière hautement combative résiste aux mesures d'austérité féroces exigées par le FMI. Le puissant prolétariat japonais, confronté à l'élimination de l'« emploi à vie », subit un choc qui est en train de l'arracher à son apathie et à son conservatisme politiques. Et les Etats-Unis - le cœur du capitalisme mondial - ont connu cet été la grève de l'automobile la plus longue et la plus efficace depuis des dizaines d'années, ainsi que la puissante grève des Teamsters (camionneurs) contre UPS l'été précédent.

Cependant, cette combativité croissante coïncide avec un recul historique de la conscience de classe, en particulier en Europe de l'Ouest où les secteurs avancés du prolétariat se reconnaissent dans des partis communistes réformistes de masse. Avec la victoire de la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, on a fait avaler aux travailleurs le mensonge que « le socialisme a été un échec ». De ce fait, aujourd'hui à l'Ouest, même beaucoup d'ouvriers autrefois prosoviétiques n'identifient plus leurs luttes avec l'objectif d'instaurer une société socialiste. La Ligue communiste internationale cherche à introduire dans le prolétariat la conscience révolutionnaire et internationaliste qui animait la Révolution bolchévique de 1917.

La perpétuation de l'impérialisme capitaliste apporte avec elle non seulement la misère de masse pour les travailleurs du monde entier, mais aussi le danger d'une nouvelle récession mondiale et du cataclysme d'une nouvelle guerre mondiale. Des révolutions socialistes au niveau international - qui jetteront les bases d'une société sans classes et égalitaire, basée sur la production pour les besoins et non pour le profit - constituent la seule réponse à l'anarchie et à la brutalité du système capitaliste. La tâche de la LCI est de forger la direction prolétarienne nécessaire pour conduire l'humanité hors de cet abîme.

Eltsine et Wall Street : quand le héros devient un pestiféré

Il y a une certaine justice historique dans le fait que l'effondrement financier de la Russie d'Eltsine a provoqué quelques-unes des pires semaines qu'ait connues Wall Street depuis plus de dix ans. C'était au cours d'une visite dans ce centre financier du capitalisme mondial, il y a neuf ans de cela, qu'Eltsine avait commencé sa carrière de dirigeant suprême de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique. Eltsine avait auparavant joué un rôle clé sous Mikhaïl Gorbatchev, le président soviétique qui avait pris les rênes du pouvoir au Kremlin en 1985 sous la bannière des « réformes » de la *perestroïka*, orientées vers le marché. Eltsine ne tarda pas à rompre avec Gorbatchev en dénonçant ses « demi-mesures ». Recherchant le soutien de l'impérialisme

américain, il se rendit aux Etats-Unis, où il fut acclamé par des gens comme David Rockefeller. Dans un discours prononcé à la Columbia University, cet ex-apparatchik stalinien déclarait : « *J'ai vu que le capitalisme est florissant.* »

La restauration du capitalisme en Russie et dans les autres ex-républiques soviétiques ne peut bien sûr pas être expliquée par les seules machinations de ce démagogue fanfaron et de ses parrains impérialistes. La base sociale de la contre-révolution était une large couche de « yuppies » soviétiques, typiquement des enfants privilégiés de bureaucrates staliniens qui aspiraient à accéder au niveau de vie et au statut social plus confortables de leurs semblables à New York, Paris et Berlin-Ouest en pillant l'économie construite au temps de l'Union soviétique. Ils s'étaient baptisés « démocrates » et prêchaient la politique économique du « libre marché » comme la panacée pour remédier à la stagnation et à l'arriération économiques de l'URSS,



Sygm

Eltsine commence son coup d'Etat contre-révolutionnaire devant la Maison Blanche à Moscou, en août 1991. A droite, la Maison Blanche, après l'assaut militaire ordonné par Eltsine en Octobre 1993, après la dissolution du parlement.

relativement aux pays capitalistes avancés. Ils espéraient aussi qu'en restaurant le capitalisme, ils seraient généreusement récompensés par les impérialistes sous forme de fonds d'investissements, d'une aide massive et de prêts « avantageux ».

Avec la désintégration rapide de la bureaucratie soviétique en 1989-91, notamment sur des lignes de fracture nationales, les « démocrates » pro-occidentaux abandonnèrent Gorbatchev pour Eltsine. Le moment décisif arriva en août 1991 quand, sous le nom de « Comité d'Etat pour l'état d'urgence », des éléments du régime assiégé de Gorbatchev tentèrent de reprendre le contrôle du Kremlin et de restaurer l'ordre. Contrairement à ce que prétend la propagande impérialiste occidentale, ce comité n'avait pas pour objectif de restaurer le vieux système de « commandisme » stalinien, ni de ressusciter l'économie collectivisée à planification centralisée sur laquelle était basé l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Il voulait au contraire une restauration bureaucratiquement contrôlée du capitalisme dans le cadre d'un Etat dominé par la Russie et comprenant l'ensemble du territoire de l'URSS.

Le président américain George Bush orchestra ouvertement les manœuvres couronnées de succès du camp d'Eltsine contre le comité pour l'Etat d'urgence. Washington menaça de déclencher une nouvelle guerre froide - y compris des sanctions économiques et un soutien aux forces nationalistes dans les républiques non russes - si le comité l'emportait. En même temps, les Etats-Unis faisaient clairement savoir qu'un régime dirigé par Eltsine pouvait espérer un soutien économique substantiel. En décembre 1991, Eltsine chassa sans ménagement Gorbatchev du Kremlin et annonça officiellement la dissolution de l'Union soviétique.

Le contre-coup d'Etat d'Eltsine en août 1991 fut un événement déterminant pour le

sort de l'Union soviétique, le premier Etat ouvrier du monde. Les trotskystes luttèrent pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre les attaques impérialistes et la contre-révolution intérieure, et pour la révolution politique prolétarienne pour balayer la bureaucratie nationaliste du Kremlin. Dans les semaines qui suivirent le contre-coup d'Etat d'Eltsine en août 1991, la LCI diffusa dans toute l'Union soviétique plus de 100 000 exemplaires d'une déclaration en russe qui proclamait : « Ouvriers soviétiques : repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » (*Le Bolchévik* n° 113, septembre 1991).

Notre politique était totalement à l'opposé de pratiquement toute la gamme des groupes centristes et réformistes qui, dans le monde entier, se sont alignés derrière Eltsine et ses parrains impérialistes. Le Socialist Workers Party social-démocrate dirigé par Tony Cliff en Grande-Bretagne s'est félicité de ce que « *le communisme s'est effondré* » (*Socialist*



Suau/Time

Worker, 31 août 1991). Les centristes britanniques de Workers Power (Pouvoir ouvrier en France), qui se réclament frauduleusement du trotskysme, se sont même vantés qu'un de leurs sympathisants ait rejoint les spéculateurs, les racketteurs et les prêtres orthodoxes russes sur les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine ! Ces groupes prétendent « révolutionnaires » démontraient ainsi leur loyauté fondamentale envers les maîtres impérialistes.

En l'absence d'une mobilisation prolétarienne concertée, l'Union soviétique a succombé à la contre-révolution capitaliste. Comme nous l'écrivions à l'époque : « *Atomisée et dépourvue de direction anticapitaliste, sans conscience de classe socialiste cohérente et conséquente, sceptique quant à la possibilité de la lutte de classe dans les pays capitalistes, la classe ouvrière soviétique ne s'est pas regroupée pour résister à la progression de la contre-révolution capitaliste* » (« Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé », *Le Bolchévik*, n° 122, janvier-février 1993). Cependant, construire un régime fort au milieu du naufrage politique et économique de l'Union soviétique n'était pas une tâche facile pour l'aspirant tsar Boris. En septembre 1993, sur les conseils de Washington, Eltsine décréta la dissolution du parlement russe - qui était dominé par une « coalition rouge-brune » de « patriotes » ex-staliniens et de nationalistes russes ouvertement réactionnaires -, puis ordonna une attaque militaire contre le siège du parlement. Eltsine fit ensuite adopter une nouvelle constitution qui instituait une présidence toute-puissante et un parlement aux prérogatives extrêmement réduites.

L'accélération du déclin économique et de la paupérisation, ainsi que la guerre coloniale sanglante contre la république caucasienne de Tchétchénie détruisent

bientôt ce qui restait de la popularité d'Eltsine. Six mois avant les élections présidentielles de 1996, la cote de popularité d'Eltsine était tombée à un maigre 6 %, tandis que le candidat le plus populaire était Guennadi Ziouganov, le chef du Parti communiste-Fédération de Russie. Malgré son nom, cette organisation est un parti nationaliste bourgeois lié à une fraction des nouveaux exploiters capitalistes, qui sont pour la plupart d'anciens gestionnaires des industries de l'ex-Union soviétique. Eltsine acheta les élections avec l'aide de 14 milliards de dollars versés par ses parrains impérialistes. Comme nous l'écrivions à l'époque : « *Grâce aux poches profondes du Fonds monétaire international, Eltsine a pu graisser la patte à ces couches de nouveaux exploiters, qui se sont finalement unis derrière sa candidature* » (« Washington Buys Russian Elections » [*Washington achète les élections russes*], *Workers Vanguard* n° 649, 2 août 1996). Mais les poches du FMI n'étaient pas assez profondes pour empêcher l'effondrement financier total de la Russie deux ans plus tard.

« Un capitalisme corporatiste, de type criminel »

La Russie possède une énorme main-d'œuvre bien formée ainsi qu'une intelligentsia technique de premier ordre. Mais pour exploiter cette force de travail efficacement, il faudrait une injection massive de capitaux pour reconstruire, rééquiper et moderniser l'appareil industriel du pays. Au lieu de cela, les usines héritées de l'ère soviétique ont été laissées à la dérive. L'indice le plus frappant de l'état primitif du capitalisme en Russie est le fait que *les trois quarts de toutes les transactions s'effectuent par le troc*, sans recours ni à l'argent ni au crédit.

En 1992-93, le régime d'Eltsine a bradé les entreprises industrielles, les mines et les champs pétrolifères développés sous l'économie planifiée soviétique à une poignée de gens bien introduits au Kremlin et pour une fraction de leur valeur réelle. On dit que sept magnats - qui ont été les principaux soutiens de la campagne électorale d'Eltsine en 1996 - contrôlent plus de la moitié de l'économie russe. Grigory Yavlinsky, qui avait prôné la restauration capitaliste dès la première heure et qui est aujourd'hui un des principaux opposants libéraux à Eltsine, décrit laconiquement l'économie de la Russie comme « *un capitalisme corporatiste, de type criminel* ».

A certains égards, la Russie post-soviétique a acquis la structure économique et politique d'un pays du tiers-monde. Les exportations se composent presque en totalité de pétrole, de gaz naturel et de métaux précieux. Les barons du pétrole sont par conséquent les seuls à posséder de grandes quantités de dollars et autres devises fortes, qu'ils utilisent pour acheter les responsables politiques, depuis les municipalités jusqu'au Kremlin. Boris Berezovsky, un personnage influent au Kremlin qui dirige la société pétrolière Sibneft avec laquelle il finance sa propre banque, est un exemple typique de ce point de vue. L'agent politique numéro un des barons du pétrole russes est Viktor Tchernomyrdine, qui a dirigé l'industrie soviétique du gaz naturel et l'a transformée en une société monopoliste géante, Gazprom, empochant au passage une fortune pour son propre compte.

L'économie russe post-soviétique est marquée par une absence presque complète d'investissements étrangers dans les activités productives, non seulement dans le secteur manufacturier mais aussi dans le secteur lucratif des industries extractives. A cet égard, la Russie montre un net contraste avec les pays plus petits de l'ex-bloc soviétique en Europe de l'Est. Les capitalistes américains et allemands s'empressent pour racheter, rééquiper et construire des usines en Pologne, en Hongrie et en République tchèque - mais pas en Russie. Pourquoi ? Parce qu'ils ne peuvent pas exercer un contrôle politique

efficace sur la Russie.

Les nouveaux entrepreneurs capitalistes en Pologne et en Hongrie et leurs agents politiques sont plus que satisfaits de devenir des partenaires subalternes – très subalternes – de Francfort et de Wall Street. Ils acceptent leur position subordonnée dans le « nouvel ordre mondial ». Mais les magnats russes, leurs agents politiques et leurs militaires aspirent à diriger une grande puissance impérialiste, qui dominerait au moins les régions non russes de l'ex-URSS, l'« étranger proche ». Tous les principaux rivaux d'Eltsine – le chef du Parti communiste Ziouganov, l'ex-général Alexandre Lebed, le maire de Moscou Iouri Loujkov – jouent sur la corde sensible des récriminations et des ambitions nationales russes, et adoptent une attitude hostile à l'Occident, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis.

L'interaction entre ce capitalisme corporatiste, les craintes occidentales par rapport aux ambitions impérialistes de la Russie et les répercussions du krach économique asiatique ont maintenant conduit à un total chaos politique et financier. Pour commencer, les nouveaux capitalistes de Russie ne paient pas d'impôts. Depuis 1991, Eltsine a réduit les programmes sociaux à la portion congrue, et a aussi réduit de façon substantielle les dépenses militaires. Les salaires réels des fonctionnaires ont chuté de 40 %, de même que les retraites. Ceci n'a pas empêché le déficit budgétaire du régime d'Eltsine de s'élever, l'année dernière, à 6 % de la production nationale.

La crise asiatique fait s'écrouler le château de cartes financier en Russie

Le krach économique asiatique a conduit la finance internationale à regarder d'un œil défavorable les autres « marchés émergents », et en particulier la Russie. En Corée du Sud et en Indonésie, le « capitalisme de copinage » a au moins réussi à réaliser une expansion réelle des capacités productives. Mais en Russie, le capitalisme de copinage a eu pour résultat une destruction massive des capacités productives. Et le tsar Boris ressemblait beaucoup à un Suharto slave. En fait, le déclenchement de manifestations anti-Suharto de masse à la mi-mai en Indonésie a marqué le début de l'effondrement des marchés financiers russes.

Les bons du trésor du gouvernement de Moscou ne réussissaient à trouver preneurs qu'à des taux d'intérêt de plus en plus élevés et pour des échéances de plus en plus courtes. Le trésor russe rachetait jusqu'à 8 milliards de dollars par mois à des taux d'intérêt variant de 50 à plus de 100 %. Et la seule raison pour laquelle il y avait des gens pour les acheter était la conviction qu'au moment critique les Etats-Unis et l'Allemagne paieraient plutôt que de voir Eltsine passer à la trappe dans un pays paralysé par des grèves et où des foules en colère descendaient dans les rues de Moscou et de Saint-Petersbourg. Dans le raisonnement des financiers, Washington et Bonn ne laisseraient pas la Russie devenir une Indonésie avec 10 000 têtes nucléaires. Mais est-ce que les puissances impérialistes occidentales pouvaient l'empêcher, et à quel prix ?

Les coûteux plans de renflouement de la Corée du Sud, de l'Indonésie, etc., ont épuisé les réserves du FMI, de la Banque mondiale et autres institutions financières internationales similaires. Le Japon est confronté à la tâche herculéenne de renflouer ses propres banques, qui entraînent 600 milliards de dollars de prêts « non performants ». De plus, le régime d'Eltsine est manifestement corrompu et inefficace. Sur chaque dollar injecté par le FMI, 50 cents finissaient dans les comptes en banque à l'étranger des acolytes d'Eltsine, et les autres 50 cents étaient dilapidés. Fin 97, le FMI avait suspendu un versement de 600 millions de dollars jusqu'à ce que le régime d'Eltsine relève la collecte des impôts à un niveau satisfaisant. En réaction à cette pression, Eltsine limogea

en mars tout son cabinet et le remplaça par une équipe de jeunes « libéraux ».

Le FMI continua à verser de l'argent à Moscou, mais seulement à la manière de quelqu'un qui rationne les vivres et l'eau sur un canot de sauvetage à la dérive en plein océan. A la fin du printemps dernier, quand les marchés financiers russes commencèrent à s'enfoncer, le directeur du FMI, Michel Camdessus, tourna ostensiblement le dos à Moscou. « *Contrairement à ce que s'imaginent les marchés et les commentateurs* », expliqua Camdessus sur le ton d'un professeur s'adressant à des étudiants particulièrement obtus, « *ceci n'est pas une crise. Ce n'est pas un événement majeur.* » Ce genre de déclaration contribua pour une part non négligeable à faire effectivement du désastre financier russe un événement majeur.

Sans aucune perspective d'un renflouement massif et immédiat par l'Occident, tous les détenteurs d'actions et de bons du trésor russes – qu'ils soient étrangers ou russes – s'en débarrassèrent illico et convertirent les avoirs en roubles, en dollars et autres devises fortes. Un « plan de sauvetage » de dernière minute élaboré avec le FMI à la fin juillet se révéla trop limité, trop tardif, et avec trop de conditions. Tous les dollars injectés à Moscou depuis Washington faisaient instantanément le chemin inverse, à mesure que les retraits massifs de roubles se transformaient en déroute. Charles Blitzer, un ancien économiste de la Banque mondiale, s'exclamait : « *On assiste à un acte de banditisme, c'est la seule manière de décrire ce qui se passe [...]. Il semble que les oligarques russes se livrent à une fuite des capitaux à grande échelle* » (*New York Times*, 26 août).

Le 17 août, le gouvernement Eltsine se déclara de facto en faillite, en dévaluant le rouble et en suspendant pour au moins trois mois le remboursement des emprunts à l'étranger. Voyant que tout le monde, depuis les banquiers de Wall Street jusqu'aux mineurs sibériens, réclamait sa tête, Eltsine entreprit de ressouder ses liens avec les nouveaux magnats de Russie en rappelant au poste de Premier ministre Tchernomyrdine, qui en avait été chassé quelques mois plus tôt. Tchernomyrdine a essayé de négocier un accord de « partage du pouvoir » avec l'opposition communiste au parlement, et appelle de ses vœux une sinistre « dictature économique » de fer pour imposer l'ordre dans le pays.

Pour le communisme de Lénine et Trotsky !

Le régime d'Eltsine est affaibli au niveau international, universellement détesté et discrédité. Les récentes grèves des mineurs et d'autres travailleurs sont un signe encourageant du réveil de la combativité du prolétariat de Russie. Mais pour renverser le capitalisme corporatiste, de type criminel, auquel il est confronté, une nouvelle avant-garde de la classe ouvrière multinationale de Russie doit être

forgée, sur la base d'une compréhension de la signification historique de la Révolution bolchévique de 1917, de la dégénérescence bureaucratique stalinienne ultérieure de l'Etat ouvrier soviétique et de la contre-révolution dirigée par Eltsine en 1991-92.

C'est la révolution d'Octobre 1917, dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, qui a jeté la base d'une économie planifiée et collectivisée en expropriant les capitalistes et les propriétaires fonciers russes et en chassant les impérialistes. Mais le Parti bolchévique qui avait dirigé la révolution fut détruit par Staline au cours d'une contre-révolution politique en 1923-24, contre-révolution qui vit une caste bureaucratique nationaliste s'emparer des rênes du pouvoir. Cependant, malgré la mauvaise gestion catastrophique et le parasitisme à grande échelle de la bureaucratie stalinienne, le développement économique et culturel de l'Union soviétique apporta des bénéfices substantiels à ses travailleurs – non seulement russes mais aussi ukrainiens, géorgiens, ouzbeks, tadjiks, etc.

Le développement vers une société authentiquement socialiste ne pouvait avoir lieu que dans le contexte d'une économie socialiste planifiée au niveau international, instaurée par des révolutions ouvrières dans les pays capitalistes avancés d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et au Japon. Mais la bureaucratie stalinienne nationaliste, sous couvert de construction du « socialisme dans un seul pays », était viscéralement opposée à cette perspective. Dans les années 1980, des décennies de pouvoir stalinien corrompu et étouffant avaient engendré apathie politique et cynisme parmi la classe ouvrière soviétique. Comme Trotsky l'avait prédit dans les années 1930, la bureaucratie stalinienne – si elle n'était pas renversée par une révolution politique prolétarienne – engendrerait en son sein des contre-révolutionnaires capitalistes liés à l'impérialisme mondial et soutenus par lui.

Enhardie par la restauration du capitalisme dans l'ex-Union soviétique, la bourgeoisie au niveau international a intensifié ses attaques contre les travailleurs et les minorités. Les acquis arrachés par les ouvriers sud-coréens au cours de ces dernières décennies d'industrialisation sont balayés par le krach économique et les diktats du FMI. La bourgeoisie japonaise laisse tomber son paternalisme social traditionnel (par exemple l'« emploi à vie ») à mesure que le pays s'enfoncé toujours plus profondément dans la récession. L'Europe de l'Ouest connaît un chômage de masse, et l'« Etat-providence » est démantelé par les gouvernements, qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates. Et la bourgeoisie américaine se comporte comme si elle pouvait faire *tout ce qu'elle veut* aux ouvriers, aux pauvres, aux vieux et aux communautés noire et hispanique.

Le déclenchement d'un cycle de baisse à Wall Street va probablement intensifier le conflit entre le travail et le capital. Avec le démantèlement de la Sécurité sociale, des millions de travailleurs américains dépendent maintenant pour leurs vieux jours des fonds de retraite – dont beaucoup sont liés aux cours de la Bourse. Ces fonds se réduisent à présent comme une peau de chagrin. Et les capitalistes vont essayer de rattraper leurs pertes en licenciant des ouvriers et en cherchant à augmenter le taux d'exploitation.

La classe ouvrière, particulièrement au moment où l'économie mondiale s'achemine vers une récession majeure, ne peut pas se défendre contre les assauts du capital seulement par des grèves et d'autres formes de lutte dans l'entreprise. Par exemple, des entreprises qui perdent de l'argent et qui veulent fermer des usines peuvent parfaitement supporter une longue grève, avec comme objectif de vaincre les ouvriers par l'épuisement et les privations. En outre, dans une situation économique de plus en plus difficile, des démagogues réactionnaires chercheront à fomenter les haines raciales, nationales, ethniques et religieuses, en essayant de dresser les différentes couches exploitées les unes contre les autres : témoin les attaques fascistes contre les communautés immigrées en Europe de l'Ouest, ou les émeutes antichinoises meurtrières en Indonésie.

Il faut construire des partis révolutionnaires d'avant-garde, pour diriger le prolétariat dans la lutte contre toutes les formes d'oppression nationale, raciale et sociale. Les luttes pour défendre l'emploi, les salaires et les conditions de travail doivent être liées à un programme plus large de lutte contre le système capitaliste tout entier. En mettant en avant une série de revendications pour combattre le chômage, la paupérisation, la terreur raciste et fasciste, le dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky expliquait ainsi dans le *Programme de transition* de 1938, le document fondateur de la Quatrième Internationale : « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » La situation réclame de nouvelles révolutions d'Octobre pour expropriar la bourgeoisie et jeter les bases d'une économie socialiste planifiée internationale. La LCI lutte pour reforge la Quatrième Internationale de Trotsky, pour conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir depuis la Corée du Sud jusqu'aux Etats-Unis en passant par la Russie et le Japon.

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 696

Campagne d'abonnement au Bolchévik

Le Bolchévik (incluant Spartacist)

- 20 F. pour 4 numéros (1 an)
- Hors Europe : 30 F. (avion 40 F.)

Workers Vanguard (incluant Spartacist, Black History)

- 150 F. pour 24 numéros

Etranger : mandat poste international

Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Tél. : _____

147

Chèques à l'ordre du Bolchévik – BP 135-10 – 75463 Paris Cedex 10

Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Quotas

Paris : 100 pts
Rouen : 25 pts
Autre : 60 pts

Mai 68...

Suite de la page 6

PCF ait pris sur lui de déclencher la grève générale, résultat auquel les gauchistes réduits à leurs propres forces ne seraient jamais parvenus, cela la bourgeoisie n'est pas prête de le digérer. » Rien n'est plus faux que cette élégie du PCF. En réalité, la grève a été déclenchée dans les usines par des groupes de jeunes ouvriers qui n'étaient pas entièrement, ou pas du tout, contrôlés par le PCF. Et cela même à Billancourt, bastion du PC. Ce qu'a fait le PCF, c'est qu'il s'est rendu compte immédiatement de ce qui se passait et a consciemment, dès le début, trahi cette situation pré-révolutionnaire.

Un autre aspect de la liquidation du parti en 1968, c'était le comité de liaison permanent des pablistes avec LO, créé dès le 19 mai, c'est-à-dire dès le début de la grève. C'est Kaldy et Morand qui ont signé pour VO; Kaldy est aujourd'hui dirigeant de la majorité de LO, Morand de la minorité. Le programme de ce comité permanent était strictement économiste et totalement similaire à celui de la CGT: SMIC à 1 000 francs, paiement des jours de grève, droits syndicaux dans l'usine, etc. Ils allaient juste rajouter, par rapport aux revendications de la CGT, un mot d'ordre de « dissolution des forces répressives de l'Etat bourgeois ». Mais ceci est un mot d'ordre réformiste utopique, car il donne à entendre qu'il serait possible de demander à l'Etat bourgeois et à ses flics de déposer les armes; en réalité ils ne le feront que sous les baïonnettes de la dictature du prolétariat, comme cela s'est passé lors de la Révolution russe en 1917 et la guerre civile qui a suivi.

Voix ouvrière a passé les événements avec diverses combinaisons de mots d'ordre réformistes; dans son journal du 20 mai 68, elle demandait le SMIC à 1 000 francs, les 40 heures, le paiement des jours de grève, et les libertés syndicales et politiques dans l'entreprise. Dans son journal du 28 mai, elle avait changé la quatrième et dernière revendication pour l'échelle mobile des salaires. C'est tout. De telles revendications prises isolément n'ont rien à voir avec un programme de transition qui construit le pont entre les besoins immédiats des ouvriers et la conscience de leur tâche historique de renverser la bourgeoisie. Pouvoir ouvrier a écrit un article spécial récemment (*Pouvoir Ouvrier*, mai-août) pour polémiquer contre le programme en 4 points « inadapté à la situation » de VO; il est remarquable que PO, eux-mêmes, n'ont rien à opposer à ce programme, sinon une « assemblée constituante, convoquée et défendue par les formes d'organisation que se donne la classe ouvrière, comme partie intégrante de la lutte pour la création de conseils ouvriers ». Mais une assemblée constituante en soi reste dans le cadre bourgeois. Et quand ils parlent de conseils ouvriers (avec quel programme?), ils ne les placent jamais dans le cadre de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir prolétarien.

En août 1968, LO écrivait: « Le prolétariat n'a pas été réellement mobilisé. La seule couche qui le fut réellement fut les étudiants. » Cette organisation avait, bien avant 68, une orientation vers la classe ouvrière (sur une base économiste et ouvriériste). Mais son manque de bases programmatiques pour lutter contre l'avant-gardisme étudiant de la nouvelle gauche et des pablistes se révèle non seulement par l'absence de polémiques contre cet avant-gardisme, mais par ce comité permanent avec les chœurs de l'avant-gardisme étudiant qu'étaient les pablistes. « En mai-juin, l'action du prolétariat aurait pu abattre le régime gaulliste au profit d'un Mitterrand ou Mendès, mais elle ne menaçait pas sérieusement le pouvoir de la bourgeoisie » continue cet article qui, en répétant qu'il n'y avait pas de menaces sérieuses, donne un alibi pour ceux qui ont appelé à arrêter la grève en échange d'importantes augmentations de salaires.

Dans l'article de *Spartacist* de 1968, nous critiquons le soi-disant « regroupement

ment trotskyste » de VO avec les pablistes en disant à juste titre: « Ce qu'a mis en lumière en France la dernière trahison du PCF et de la CGT, ce n'est pas la nécessité d'un "regroupement trotskyste", mais la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire basé sur un programme bolchévique qui a fait ses preuves, et qui unira tous ceux, même s'ils viennent de tendances maoïstes et les syndicalistes, qui sont pour les comités ouvriers de pouvoir. »

Même si aujourd'hui Lutte ouvrière est assez silencieuse sur sa trahison de l'époque, elle s'est vantée pendant des années d'avoir été le seul parti qui cherchait un « regroupement trotskyste », qui dans les faits était tout aussi sans principe que les magouilles « d'unité » actuelles parmi les petits groupes de gauche. Ce n'est pas étonnant qu'un groupe comme Voix des Travailleurs aujourd'hui revendique à cor et à cri la tradition de Lutte ouvrière en Mai 68, car il a la même politique de combinaisons et combine avec d'autres groupes centristes, sur la base d'un plus petit dénominateur commun réformiste.

Le programme de la révolution en Mai 68

LO a eu le même genre d'argument que les pablistes pour justifier son soutien de l'époque pour le politicien social-démocrate Mendès-France. Dans son meeting à Jussieu du 14 mai 1968 sur Mai 68, LO a expliqué que pour eux obtenir un gouvernement Mendès, c'est bon, du moment que cela se fait non pas par les élections mais par la pression de la rue. Pour se justifier ils prétendaient que pour les ouvriers de Gaulle était perçu comme absolument inamovible, que d'exiger son départ par la pression de la rue était déjà être à l'avant-garde. C'est un mensonge tout à fait ridicule, vu que la manifestation ouvrière du 13 mai, c'est-à-dire une semaine avant que la grève soit générale, avait déjà pour revendication centrale que de Gaulle devait partir. La question, c'était par quoi le remplacer. La question que se posaient tous les ouvriers, ce n'était pas le SMIC à 1 000 francs, c'était la question du pouvoir.

Ce qui est crucial pour nous, c'est l'indépendance de classe du prolétariat. Dans une situation pré-révolutionnaire de ce type cela veut dire la nécessité de rompre avec la collaboration de classes, c'est-à-dire l'alliance avec la FGDS et/ou de Gaulle, et la création d'organes de pouvoir prolétarien, c'est-à-dire des soviets, dans la perspective de la révolution ouvrière où ces soviets deviennent les nouveaux organes, prolétariens, du pouvoir d'Etat. De même, en juin 36 en France, Léon Trotsky avançait centralement le mot d'ordre des soviets, et il luttait avec les trotskystes français pour qu'ils appellent leur journal le soviétique, et non la lutte ouvrière.

Mais LO était favorable à un gouvernement Mendès ou Mitterrand. Ils ont des déclarations dithyrambiques sur le meeting de Charléty qui était une manœuvre pour un gouvernement Mendès-France avec peut-être quelques strapontins pour le PCF; au lieu de dire cette vérité, LO présente Charléty comme une grosse occasion pour constituer un parti révolutionnaire!

Quant à Pierre Lambert, il a carrément pris la parole à Charléty sans dire un seul mot contre Mendès-France ou Mitterrand. Il avait beau parler à Charléty de « fédération des comités de grève en comité central de grève »: c'était une simple couverture aux trahisons syndicalistes des lambertistes consistant à faire pression sur les appareils syndicaux. Ainsi, le 30 mai, juste après Grenelle, alors que les bureaucrates se battent ouvertement pour la reprise, ils ont sorti un tract titrant « Tout dépend de l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers ».

On peut peut-être se demander pourquoi la bourgeoisie n'a pas choisi à ce moment-là la solution Mitterrand ou Mendès: un gouvernement de front populaire n'aurait eu de sens que si le PCF était fortement représenté, car c'est lui qui contrôlait de façon large le prolétariat industriel. Ce n'est pas Mitterrand qui aurait eu l'autorité pour faire reprendre le travail aux ou-

vriers. Les ouvriers savaient que Mitterrand était un politicien véreux de la Quatrième République et qu'il était, de même que Mendès-France, farouchement atlantiste. Le PCF utilisait ces sentiments prosoviétiques des ouvriers pour, en fait, se retrouver plus proche des gaullistes que des sociaux-démocrates. De Gaulle savait que le PCF était toujours là quand on avait besoin de lui.

Joffrin, idéologue pro-PS, affirme que le PCF a ordonné en dernière minute la signature à tout prix des accords de Grenelle, dans la nuit du 26 au 27 mai, afin de couler le meeting de Charléty parce que Moscou préférait la politique extérieure de De Gaulle à celle de Mitterrand-Mendès, trop atlantiste. (De Gaulle avait retiré la France du commandement intégré de l'OTAN, s'était opposé à l'escalade de l'intervention militaire US au Vietnam, etc.). Le PCF stalinien n'a jamais défendu l'URSS; son soi-disant « prosoviétisme » n'était qu'une loyauté aux bureaucrates du Kremlin et à leur politique contre-révolutionnaire de « coexistence pacifique », qui



Les ouvriers immigrés, en 1968, vivent dans des conditions effroyables (ici, le bidonville de Massy, en banlieue parisienne). La question immigrée est clé pour l'unité du prolétariat nécessaire au renversement de la bourgeoisie.

consiste à saboter les situations révolutionnaires (Espagne 1937, etc.). De plus, le PCF était d'abord pro-bourgeoisie française et ensuite pro-Moscou. Quand les deux étaient en contradiction, on a pu voir où se plaçait le PCF, par exemple quand il soutenait la force de frappe nucléaire de l'impérialisme français.

Le problème pour les révolutionnaires était: comment avancer le programme trotskyste pour gagner la direction du prolétariat et préparer la révolution. Il fallait avancer des revendications transitoires. Mai 68 était une occasion exceptionnelle pour un parti léniniste, tribun du peuple, d'avancer une série de mots d'ordre pour accroître la conscience du prolétariat et le préparer à la révolution socialiste. Il fallait par exemple appeler à de véritables comités de grève, non pas parallèles aux syndicats et les contourner, mais où les différents partis lutteraient, chacun sur la base de son programme, pour se faire élire à la direction. De tels comités sont le moyen de surpasser les divisions entre les ouvriers appartenant à différents syndicats, entre les ouvriers syndiqués et la grande majorité des ouvriers non syndiqués et d'amener à la participation dans la grève des plus larges couches. C'est sur cette base que devaient surgir de véritables soviets; comme l'écrit Trotsky dans le *Programme de transition*: « Les comités d'usine sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine. [...] Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leur manque de cohésion et leur insuffisance. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien de l'ordre bourgeois. [...] Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville? L'histoire a déjà répondu à cette question: grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on

puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînés dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des soviets est le couronnement des revendications transitoires. [...] Les soviets ne peuvent naître que là où le mouvement des masses entre dans un stade ouvertement révolutionnaire. En tant que pivot autour duquel s'unissent des millions de travailleurs dans la lutte contre les exploités, les soviets, dès le moment de leur apparition, deviennent les rivaux et les adversaires des autorités locales, et, ensuite, du gouvernement central lui-même. Si le comité d'usine crée des éléments de dualité de pouvoir dans l'usine, les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans le pays. La dualité de

pouvoir est, à son tour, le point culminant de la période de transition. Deux régimes, le régime bourgeois et le régime prolétarien, s'opposent irrémédiablement l'un à l'autre. La collision entre eux est inévitable. De l'issue de celle-ci dépend le sort de la société. En cas de défaite de la révolution, la dictature fasciste de la bourgeoisie. En cas de victoire, le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat et la reconstruction socialiste de la société. »

La question clé de Mai 68, c'était la question du parti. Les pablistes et LO notamment ont recruté dans la foulée de Mai 68 et constituent un obstacle à la révolution socialiste. Ces groupes ont soutenu tous les forces contre-révolutionnaires anti-soviétiques dans les années 80, en particulier le front populaire de Mitterrand. Aujourd'hui, ils sont à la traîne du gouvernement capitaliste de Jospin et Gayssot. Mais cette position n'est que l'aboutissement logique de leur position de l'époque de désirer un gouvernement Mendès-France, en pleine crise pré-révolutionnaire. Leur adaptation au front populaire est le reflet sur le terrain national de leur abandon d'une perspective révolutionnaire, qui s'exprime dans la question russe.

Quant à nous, c'est notamment en tirant les conclusions politiques justes de Mai 68 que nous avons renforcé le parti aux Etats-Unis lors d'une lutte fractionnelle contre la fraction ouvriériste d'Ellens. Ellens allait désertir notre organisation en 1968 pour fonder l'organisation sœur de LO là-bas, Spark. Nous avons ensuite recruté rapidement aux Etats-Unis, ce qui a été la base pour la transformation de la SL/US en groupe de propagande de combat, et avons pu jeter les bases pour notre extension internationale ultérieure, qui a commencé avec l'Australie et la réimplantation du trotskysme en Europe dans les années 70. Aujourd'hui, nous poursuivons notre tâche de reforge la Quatrième Internationale de Léon Trotsky, le parti mondial de la révolution. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre! ■

Travailleurs...

Suite de la page 2
skinheads.

En dépit du fait qu'ils singent les pires expressions du chauvinisme grand-russe, les taaffistes ont eux-mêmes été la cible d'une chasse aux sorcières anticomuniste hystérique dans la presse russe, et un de leurs partisans a été récemment jeté en prison pendant 5 mois au Kazakhstan. Malgré ses profondes divergences avec le *Levy Avangard*, la LCI a protesté contre cette persécution par l'ennemi de classe.

L'organisation-mère britannique de *Levy Avangard* a été immergée pendant des décennies, sous le nom de tendance Militant, faussement trotskyste, à l'intérieur du Parti travailliste raciste et

pro-impérialiste. Quand ils en ont émergé il y a quelques années, ils ont créé les JRE, groupe paravent libéral dont le but était de recruter à partir de l'activisme antifasciste parmi la jeunesse radicale d'Europe de l'Ouest. Mais les taaffistes restent solidement attachés au réformisme travailliste, prêchant la rhétorique économiste appelant à « s'unir et lutter », qui est faite pour les préjugés des ouvriers arriérés et est donc nécessairement hostile à la lutte contre l'oppression nationale, raciale et sexuelle. Non seulement ils refusent de soulever la revendication élémentaire du retrait immédiat des troupes britanniques de l'Irlande du Nord, mais ils se sont même mis à sponsoriser un tueur loyaliste notoirement anticatholique du nom de Billy Hutchinson. Et lors du meeting de Moscou, un militant taaffiste

russe a essayé de casser une discussion entre notre camarade et les jeunes femmes qui ont ensuite quitté la salle avec celui-ci, en vitupérant que la LCI « ne s'intéresse qu'aux homosexuels ».

Contre une telle saleté arriérée, la LCI trotskyste se bat dans la tradition du Parti bolchévique de Lénine, agissant comme « tribun du peuple » prolétarien. Quand un groupe fasciste russe a, pour la première fois, fait surface à la fin des années 80, la LCI a lancé l'appel : « Les ouvriers soviétiques doivent écraser Pamiat ! » (*Le Bolchévik* n° 87, octobre 1988). Cet appel faisait partie de notre lutte dans l'Union soviétique d'alors contre le danger menaçant de restauration capitaliste et pour la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne nationaliste. Trois ans plus tard, nous

avons diffusé plus de 100 000 tracts en Russie avec l'appel : « Ouvriers soviétiques : repoussez la contre-révolution d'Elt sine-Bush ! » Et nous avons consacré un numéro entier de notre *Bulletin spartaciste*, en langue russe (n° 3, printemps 1992), à la lutte contre l'antisémitisme, l'oppression des femmes et la bigoterie anti-homosexuels. Un nouveau parti bolchévique ne sera reconstruit en Russie en tant que section d'une Quatrième Internationale trotskyste reforgée que sur la base d'un programme internationaliste visant le pouvoir d'Etat prolétarien.

Aux jeunes de gauche qui prennent les prétentions des JRE pour argent comptant nous disons : Méfiez-vous d'« antiracistes » qui donnent l'accolade aux fascistes russes ! ■

Balayer...

Suite de la page 1

voit aller à l'église avec les sans-papiers (comme le 12 juillet lors de la messe du Mondial à la basilique de Saint-Denis) pour prier le Vatican de faire pression sur le gouvernement. On les voit même sur certaines manifestations de sans-papiers, qui sont maintenant désertées par les syndicats et les organisations de gauche. Mais il faut voir avec quelle politique : ils citent Mitterrand en 1981 comme un exemple à suivre : « La plupart des demandeurs - soit 150 000 - avaient alors été régularisés sans que cela pose un problème quelconque » (*Lutte Ouvrière* n° 1533, 28 novembre 1997), passant à la trappe les innombrables campagnes anti-immigrés de ce même Mitterrand qui ont immédiatement suivi. Ou ils conseillent à Jospin de faire comme Aznar et la bourgeoisie espagnole : « Les sans-papiers avaient déposé leur dossier à la demande du gouvernement en espérant que Jospin ou Chevènement sauraient faire ce qu'un politicien de droite comme Aznar avait fait en Espagne » (*Lutte Ouvrière* n° 1570, 16 août). Aznar a effectivement régularisé 150 000 immigrés. Mais il l'a fait en échange du contrôle des frontières par les différentes dictatures de sa frontière sud et a renforcé le quadrillage du détroit de Gibraltar par ses gardes-côtes. Cela se traduit par des centaines d'Africains et de Maghrébins noyés dans le détroit. Voilà le visage plus « humain » que cherchent à donner au capitalisme les groupes qui font pression sur le gouvernement et acceptent le régime capitaliste.

Défense des Roms contre la terreur raciste du PCF !

Pendant tout l'été le pays a été marqué par des campagnes racistes contre les Tsiganes. En Meurthe-et-Moselle, à Tonnoy, un maire de droite a creusé une tranchée autour d'un campement de Tsiganes. Mais les mairies PCF n'ont pas été en reste. Le maire PCF de Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, a demandé l'intervention des flics pour chasser les 80 caravanes installées sur le terrain de la Houssière. Paulette Fost, maire PCF de St-Ouen en banlieue parisienne, a demandé et obtenu par deux fois l'expulsion par la préfecture (c'est-à-dire le gouvernement) de familles Roms qui s'étaient réfugiées à St-Ouen après avoir déjà été chassées manu militari de toute une série d'autres villes. *L'Humanité* la cite disant « Cela fait des mois qu'on les reçoit, qu'on nettoie les ordures, qu'on essaie de discuter ». Fost parle de « gérer les réactions de rejet » (*L'Humanité*, 14 août) et qu'« un tel mouvement de population, par son nombre et ses caractéristiques, n'est pas sans conséquences lourdes pour la vie locale » (*L'Humanité*, 13 août).

De façon scandaleuse, Lutte ouvrière s'est consacrée avec force conseillers régionaux à dédouaner la mairie de St-Ouen de tout racisme et à reprendre les mêmes « arguments » : « Certes, comme bien des communes de la banlieue de Paris gérées par la gauche, St-Ouen est confrontée à un grave problème de logement [...]. Que la mairie ne puisse à elle seule pren-

dre en charge tous les problèmes de logement, qui nécessitent une intervention au niveau de l'Etat et de la région, personne ne le conteste » (*Lutte Ouvrière* n° 1573, 4 septembre). Ainsi, LO fait appel à l'Etat capitaliste qui terrorise les immigrés et assure l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie pour résoudre le « grave problème ». Une « intervention au niveau de l'Etat », les Tsiganes l'ont bel et bien obtenue sous forme de flics armés délogés. La LTF a protesté contre cette campagne, notamment lors de la manifestation des sans-papiers du 23 août où un de nos panneaux disait : « A bas la terreur raciste du PCF contre les Roms à St-Ouen ! »

La politique raciste du gouvernement gonfle les voiles des fascistes

Malgré toute la propagande autour du Mondial pour faire croire au mythe de la France « multi-culturelle », ce gouvernement reste celui de l'exploitation des néocolonies et des guerres coloniales racistes qui ont fait des millions de victimes, de l'Indochine à l'Algérie en passant par Madagascar. On peut le voir avec le procès de masse du « réseau Chalabi ». 138 personnes sont jugées dans un gymnase spécialement aménagé, comme devant un tribunal militaire, comme du temps de la guerre d'Algérie. Depuis le début, pratiquement tous les avocats (comme la plupart des accusés) boycottent les audiences, dénonçant les droits bafoués de la défense. Pour dénoncer cette obscène parodie de justice, pour la première fois depuis... 1835, ils ne plaideront pas la cause des accusés. La plupart de ceux-ci ont été arrêtés, du seul fait de leur origine, et incarcérés comme soi-disant liés au GIA. Dans le cadre du plan Vigipirate, certains accusés sont en détention provisoire depuis plusieurs années, sans jugement. Ce plan est un dispositif policier de terreur raciste qui a été mis en place par Mitterrand contre les Maghrébins pendant la guerre du Golfe en 1990 et qui est toujours en vigueur.

Comme nous l'avions écrit lors des premières arrestations en 1994, celles-ci « représentent un acte d'arbitraire raciste et une grave menace pour tout le mouvement ouvrier, pour toutes les organisations démocratiques. C'est une dangereuse criminalisation des déclarations et opinions émises par n'importe quel opposant. C'est pourquoi nous appelons le mouvement ouvrier à défendre tous les internés et expulsés de Folembry contre la répression de l'Etat français » (*Le Bolchévik* n° 130, septembre-octobre 1994). L'ennemi principal en France, c'est l'Etat français et le chauvinisme impérialiste français, les flics racistes français et l'Eglise catholique anti-femmes. Les choses sont différentes en Algérie, où c'est l'islam qui est religion d'Etat, bien que là-bas non plus nous ne soutenions pas le gouvernement sanguinaire ni les partis « de gauche » qui sont à sa traîne soi-disant contre les terroristes islamistes assassins (voir notre article pour la révolution permanente en Algérie, « La guerre civile saigne l'Algérie », *Le Bolchévik* n° 145).

La politique chauvine et raciste du gou-

vernement déverse le fumier sur lequel les fascistes peuvent ensuite se développer. Ainsi, dès que Jospin parle d'expulser les sans-papiers, *National Hebdo* concrétise en appelant à des « camps de concentration » et à des « rafles » pour « résoudre » la question. Lutte ouvrière, Voix des Travailleurs, Pouvoir ouvrier et les autres reconnaissent à l'occasion que la politique du gouvernement ne fait que favoriser les fascistes. *Révolution*, organe de jeunesse de Pouvoir ouvrier, dit même : « Aujourd'hui, sous couvert de critères de régularisation souples, le gouvernement Jospin continue à faire le lit du FN » (*Révolution* n° 4, septembre). Comment peuvent-ils alors avoir le cynisme de voter pour le PS et le PC ? Ils soutiennent Jospin/Gayssot avec l'argument que c'est un moindre mal par rapport aux fascistes. Cette politique découle de leur « logique » que le capitalisme est là pour rester encore longtemps car ils n'ont aucune intention de le renverser.

Le fascisme se nourrit de la pourriture du capitalisme en décomposition et, pour écraser les fascistes pour de bon, seule la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière pourra en finir avec le système et les conditions que secrète le capitalisme : le chômage, le racisme, la pauvreté, la guerre - et le fascisme. Pour l'instant, la bourgeoisie utilise les fascistes à la fois comme repoussoir et comme couverture pour ses mesures racistes. Les fascistes lui sont utiles pour terroriser les opprimés et exacerber le racisme. Elle les maintient en réserve pour des périodes de crise sociale à grande échelle et en cas de menace de révolution ouvrière. S'ils en ont besoin, les capitalistes ne se sentiront aucunement liés par leurs propres règles de démocratie bourgeoise, comme on l'a vu en Italie avec Mussolini et en Allemagne avec Hitler.

Seule la mobilisation indépendante du prolétariat pour la révolution socialiste peut rallier au côté des ouvriers de larges couches de la petite-bourgeoisie qui sont écrasées par une situation intolérable. Mais quand la direction existante de la classe ouvrière n'offre au mieux qu'une version enjolivée du statu quo, ces petits-bourgeois désespérés voient les fascistes comme une « solution radicale ». Trotsky disait que les deux derniers recours de la bourgeoisie sont le front populaire d'un côté et les fascistes de l'autre, et ils sont liés. Il est remarquable que ces groupes qui appellent à voter PS/PC contre le FN, comme VdT, PO et LO, refusent en même temps de même caractériser le FN comme fasciste !! Nous, trotskystes, au contraire, luttons pour la révolution ouvrière et nous luttons pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes, ce que nous voyons comme des tactiques d'autodéfense immédiate mais qui pointent en direction de notre but révolutionnaire.

La question immigrée, question stratégique pour la révolution

Le mouvement des sans-papiers, apparu au printemps 1996 dans le sillage du mouvement de grèves de décembre 1995 et au moment où les grèves continuaient à secouer le pays, a souligné l'importance de la question immigrée dans ce pays. Apparaissant juste après ces importantes grèves,

il a mis en lumière le rôle traître de toutes ces organisations pseudo-révolutionnaires qui, pendant ce mois de décembre 95, n'avaient soulevé aucune revendication relative à la question immigrée ; elles se contentaient de glorifier la combativité ouvrière alors que la question, que nous avons mise au centre de notre propagande, était celle d'une nouvelle direction, une direction révolutionnaire, pour balayer tout le système capitaliste raciste pourri.

Une des composantes clés du prolétariat en France et en Europe, ce sont les immigrés. Ne pas avancer un programme qui lutte contre la division entre classe ouvrière blanche et de couleur, c'est laisser la bourgeoisie et ses représentants dresser une partie de la classe ouvrière contre une autre. C'est s'en faire les complices. Les attaques contre les immigrés sont le fer de lance de la réaction bourgeoise actuellement, et les directions existantes de la classe ouvrière ne peuvent et ne veulent pas la combattre car ils sont d'accord avec la bourgeoisie que le système capitaliste, basé sur l'exploitation et l'injustice, est fondamentalement inévitable et désirable.

En décembre 95, alors que la fonction publique était le fer de lance d'une grève qui aurait pu se généraliser à toute la classe ouvrière, nous avançons dans notre propagande : « A bas Vigipirate ! » et « A bas le premier article du statut de la fonction publique ! » (qui réserve ces emplois aux personnes de nationalité française) pour mettre en relief la nécessité d'intégrer à la lutte les ouvriers immigrés, composante ouvrière clé dans l'industrie. Nous expliquions (cf. *Le Bolchévik* n° 136, janvier-février 1996) : « Mobiliser le privé dans les grèves nécessiterait aussi une lutte déterminée contre la terreur anti-immigrés qui a été mise en œuvre 14 ans durant sous Mitterrand et qui a été aujourd'hui considérablement intensifiée par Chirac [...]. Pourtant, les directions syndicales non seulement n'ont rien fait contre cette croisade raciste du gouvernement, mais les directions de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de la FSU ont même tenté - en vain - de mobiliser, le 24 octobre, les travailleurs derrière Chirac et son plan Vigipirate raciste. Si les bureaucraties syndicales déplorent le fait que la grève ne soit pas étendue au secteur privé, ils ont en réalité fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'empêcher. »

Les immigrés, ainsi que toutes les autres couches opprimées doivent joindre leurs forces à la puissance sociale du prolétariat dans la lutte pour arracher le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie. Les droits comme ceux des immigrés ne pourront être totalement réalisés que par l'établissement d'une économie socialiste, dans une société débarrassée de l'exploitation et de toute oppression.

La Révolution bolchévique de 1917, en expropriant la bourgeoisie et en instaurant le pouvoir de la classe ouvrière avait permis d'instaurer les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui étaient en URSS et défendaient le régime des soviets. Nous construisons le parti révolutionnaire international nécessaire pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Rejoins-nous dans ce combat. Rejoins la Ligue communiste internationale ! ■

Chaos en Russie, dépression en Asie du Sud-Est

La bulle financière de Wall Street éclate

6 septembre - Le plongeon brutal des valeurs boursières de lundi dernier, qui constitue la chute la plus forte depuis la baisse record du « lundi noir » d'octobre 1997, a ébranlé tout le circuit financier international. Le journal *New York Post* (1^{er} septembre) titrait en gros caractères : « Dites adieu à vos capitaux ! » L'économiste en chef de Morgan Stanley, un des géants de Wall Street, parlait d'« une impression de désespoir et de désespérance » sur les marchés financiers. Le journal londonien *The Economist* (5 septembre) faisait écho « de l'inquiétude grandissante que l'agitation sur les marchés émergents aboutira à une récession mondiale ».

Le détonateur immédiat de cet effondrement a été l'accélération de la désintégration financière que connaissait la Russie depuis plusieurs mois, et qui à la mi-août s'est transformée en une complète déconfiture. La banqueroute - à tous points de vue - du régime du président Boris Eltsine est patente. Alors que le rouble a perdu près des deux tiers de sa valeur par rapport au dollar, les banques sont assaillies par des foules en colère qui cherchent à récupérer le peu d'argent qu'elles peuvent, tandis que la population, déjà plongée dans la misère, tente désespérément d'acheter le maximum d'aliments et d'autres produits de première nécessité. Hier, le directeur de la banque centrale de Russie a démissionné, et le parlement russe a rejeté pour la deuxième fois la proposition d'Eltsine de nommer Premier ministre Victor Tchernomyrdine, ancien titulaire du poste. Tchernomyrdine a déclaré que le pays était tout près de se retrouver « à feu et à sang ».

L'effondrement russe, qui vient s'ajouter au krach économique en Extrême-Orient et à l'aggravation de la récession au Japon, a jeté la panique sur les marchés financiers de toute la planète, provoquant en l'espace de deux semaines et demie des chutes de la Bourse allant de 9 % à Tokyo et 14 % à Francfort à 32 % à Rio de Janeiro. Mais comme l'ont fait remarquer de nombreux commentateurs, le poids réel de la Russie dans l'économie mondiale ne suffit pas à expliquer ce qui s'est passé dans les Bourses d'Extrême-Orient, d'Amérique du Sud et à Wall Street - sauf peut-être comme une réaction disproportionnée et irrationnelle. La totalité de la production annuelle de la Russie, au cours du change actuel, représente moins que les 241 milliards de dollars de capitalisation boursière partis en fumée à la Bourse japonaise pendant la seule dernière semaine d'août.

La Russie a été, pour ainsi dire, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase du boom de Wall Street. Depuis le début des années 90, la génération des « baby boomers » a investi de plus en plus ses fonds de retraite à la Bourse, comme si celle-ci était une machine automatique à produire de l'argent. Cet afflux massif d'argent a fait monter les cours des actions à des niveaux astronomiques, qui sont



Les populations s'enfoncent encore plus dans la misère (une soupe populaire dans les rues de Moscou) et les attaques contre la classe ouvrière s'intensifient (la police attaque les grévistes occupant une usine automobile à Asan, en Corée du Sud).

totallement déconnectés de la rentabilité des entreprises. Depuis plusieurs mois, le directeur de la banque centrale américaine, Alan Greenspan, et l'*Economist* - l'organe des financiers internationaux - avaient averti que la bulle financière de Wall Street allait éclater.

Les profits aux Etats-Unis diminuent, et la situation à laquelle sont confrontées les sociétés et les banques « multinationales » dans la plus grande partie du reste du monde capitaliste est bien pire. Depuis l'automne 97, des financiers et des économistes bourgeois de toutes tendances politiques ont exprimé leur inquiétude de voir la crise économique asiatique conduire à une récession mondiale généralisée d'une ampleur comparable à celle des années 1930. Les marchés financiers sont tellement volatiles et nerveux, la situation politique dans une grande partie du monde tellement instable et conflictuelle que n'importe quel gros choc - comme par exemple un soulèvement populaire au Mexique ou une guerre entre l'Inde et le Pakistan, ou même une incursion militaire iranienne en Afghanistan - pourrait avoir produit le genre de panique sur les marchés financiers du monde entier à laquelle nous assistons aujourd'hui.

La semaine dernière, pendant sa visite chez cet autre canard boiteux qu'est Boris Eltsine, le président américain Clinton a supplié les Russes de suivre « les impératifs fondamentaux du marché mondial ». Ce genre de propos n'est guère encourageant par les temps qui courent. La Corée du Sud, malgré un plan de « sauvetage » de près de 60 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI) et une intensification des attaques contre les emplois et le niveau de vie de la classe ouvrière, continue à s'enfoncer dans la récession. La Chine, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé dont les dirigeants staliniens conduisent l'économie droit vers la restauration capitaliste, est elle aussi affectée par la crise économique en Extrême-Orient, laquelle a été

déclenchée pour une bonne part par le flot d'exportations bon marché en provenance du secteur « concurrentiel » chinois en pleine expansion.

Et le plus important, c'est que le Japon, le cœur industriel de l'Asie et la deuxième puissance économique du monde, est en proie à la pire crise économique et politique qu'il ait connue depuis des dizaines d'années (voir « Japan Economic Crisis Shakes Imperialist Order » [La crise économique japonaise ébranle l'ordre impérialiste], *Workers Vanguard* n° 693 et 694, 3 juillet et 31 juillet). Le Premier ministre Ryutaro Hashimoto a démissionné après les humiliants revers électoraux subis, en juillet dernier, par le Parti libéral démocrate auquel il appartient, mais son successeur n'a pas eu davantage de succès pour mettre sur pied un plan de « redressement économique ». L'année dernière, le Japon a connu ses premières grandes faillites bancaires depuis un demi-siècle, une diminution brutale des investissements productifs et un chômage record. Un ancien vice-président de la Réserve fédérale américaine, Alan Binder, brochant le tableau d'un chaos économique mondial croissant, écrivait dans une tribune récemment publiée par le *New York Times* (25 août) : « Plusieurs pays d'Extrême-Orient connaissent une situation qu'on ne peut qu'appeler une récession. La Chine, dit-on, pourrait être obligée de dévaluer sa monnaie. Le Japon est sévèrement ébranlé. La Russie se traîne d'une crise à l'autre. Et plusieurs régions d'Amérique latine ont l'air fragiles. »

Le mythe de la « mort du communisme » fait flop

Le rôle de la Russie dans le monde, ou même dans l'économie mondiale, ne peut pas être mesuré simplement en termes de production industrielle, de volume du commerce extérieur, d'emprunts auprès des banques occidentales et japonaises, etc. Si les banques occidentales, dont principalement les banques allemandes,

risquent de perdre plus de 100 milliards de dollars à cause de la déconfiture financière russe, l'impact de cet effondrement économique est avant tout politique et idéologique. La Russie est peut-être économiquement en faillite, mais elle possède toujours un formidable arsenal nucléaire, avec des milliers de charges atomiques. Quant à l'impact idéologique, nous notions dans notre article « "Death of Communism" Myth Goes Splat » [Le mythe de la « mort du communisme » fait flop] (*Workers Vanguard* n° 677, 31 octobre 1997), au lendemain du krach boursier d'octobre 97, que les impérialistes avaient profité de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique pour proclamer des « lendemains qui chantent sous un capitalisme sans entraves ». Nous écrivions : « Les dirigeants des grandes entreprises, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale envisageaient un retour à l'« âge d'or » d'avant la Première Guerre mondiale et la Révolution bolchévique - pas ou peu de restrictions sur les mouvements internationaux de capitaux, taux de change stables, gouvernements « favorables aux investisseurs » et, par-dessus tout, croissance sans limite des profits. »

La crise économique internationale qui s'est enclenchée a aussi intensifié les rivalités interimpérialistes qui se sont manifestées avec éclat à la suite de la destruction de l'Union soviétique. Les injonctions de Washington pour demander à Tokyo de remettre son économie en ordre sont devenues ces derniers mois de plus en plus belliqueuses. Elles font suite à des années de querelles commerciales, marquées par les chantages américains visant à obliger le Japon à diminuer ses exportations. Et tandis que les Etats-Unis renâclent à injecter davantage d'argent en Russie, l'Allemagne est confrontée non seulement au risque de non-remboursement de quelque 30 milliards de dollars de prêts, mais aussi à une menace militaire